



ROYAUME DU MAROC

Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable – Branche Eau

Plan d'acquisition des Terrains

**AEP des populations rurales des Provinces de
Safi, Youssoufia et Sidi Bennour**

Avril 2015

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE.....	2
RESUME EXECUTIF	3
1 INTRODUCTION.....	4
1.1 LE PROJET	4
1.2 ACQUISITIONS DE TERRAINS.....	5
1.3 OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PAT.....	5
1.4 CADRE LEGAL DE L'ACQUISITION DES TERRAINS.....	6
1.5 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SYSTEME NATIONAL ET LA P.O. 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE.....	7
2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES IMPACTS SOCIAUX	11
2.1 CONTEXTE DU PROJET	11
2.2 DESCRIPTION DETAILLEE DES ACTIVITES ET DE LA ZONE D'INTERVENTION	11
2.3 LES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET	14
3 RECENSEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS.....	15
3.1 RECENSEMENT DES POPULATIONS	15
3.2 INDEMNISATION ET DEDOMMAGEMENT DES POPULATIONS.....	18
4 CADRE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES :.....	24
4.1 CONSULTATIONS REALISEES DANS LA ZONE D'INTERVENTION	25
4.2 CONSULTATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION	25
4.3 CONSULTATIONS PLANIFIEES DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS).....	28
5 ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS POUR L'EXECUTION DU PAT	30
5.1 RESPONSABILITES	30
5.2 ETAPES D'EXECUTION	32
6 MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES	33
6.1 RECOURS A L'AMIABLE	33
6.2 RECOURS PAR VOIE DE JUSTICE.....	33
7 BUDGET, CALENDRIER ET MODALITES DE SUIVI.....	35
7.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE TERRAINS	35
7.2 PLAN PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION	36
7.3 MODALITES DE SUIVI	37
ANNEXES	39
ANNEXE A1.1 - LISTE DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES ETABLIS PAR LES SERVICES TECHNIQUES SUITE AUX ETUDES TOPOGRAPHIQUES ET PARCELLAIRES REALISEES PAR L'IGT.	40
ANNEXE A1.2 - LISTE RECAPITULATIVE DES PARCELLES CONTENANT DANS CHAQUE DOSSIER PARCELLAIRE MENTIONNANT LES PERSONNES AFFECTEES ET LES SUPERFICIES A EXPROPRIER.....	41
ANNEXE B - REGIME FONCIER ET STATUT DES TERRES	42
REGIMES FONCIERS	42
PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE	44
ANNEXE C – SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS REALISEES	49
INTRODUCTION	49
CONSULTATIONS REALISEES RELATIVES A LA ZONE D'INTERVENTION	49
METHODOLOGIE D'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)	52
ACTIVITES CONDUITES PAR L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS) A SAFI, YOUSOUFIA ET SIDI BENNOUR	57

GLOSSAIRE

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
AL	:	Autorité Locale
APD		Avant-Projet Détaillé
APS		Avant-Projet Sommaire
BF	:	Bornes Fontaines
BI		Branchement Individuel
CAE	:	Commission Administrative d'Evaluation
CCEL	:	Commission de Constat d'Etat des Lieux
CDG	:	Caisse de Dépôt et de Gestion
CR		Commune Rurale
DAJ	:	Direction Affaires Juridique et Foncières
DCC	:	Direction de la Coopération et de la Communication
DEP	:	Direction Généralisation d'Eau Potable
DH/MDH		Dirham Marocain/Millions de Dirhams Marocains
DPA		Direction du Patrimoine
DRi	:	Directions Régionales de l'ONEE
DTI	:	Direction Technique et Ingénierie
EMS		Équipes de Mobilisation Sociale
GEP		Généralisation de l'Eau Potable
IGT		Ingénieur Géomètre Topographe
ONEE	:	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
P.O	:	Politique Opérationnelle de la Banque Mondiale
PAT	:	Plan d'Acquisition des Terrains
PCAT	:	Plan Cadre d'Acquisition des Terrains
PGES		Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PV	:	Procès-Verbal
PVAA	:	Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable
SAU	:	Surface Agricole Utile
USD		Dollars EU

Résumé exécutif

Afin d'augmenter l'accès à l'approvisionnement en eau potable (AEP) en milieu rural, le Royaume du Maroc a mis en place le programme de Généralisation de l'Eau Potable (GEP), mis en œuvre par l'ONEE. Ce programme repose principalement sur le développement de réseaux de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel sont desservies les populations rurales d'un grand nombre de douars et villages. La desserte s'effectue essentiellement par des Bornes Fontaines (BF). L'ONEE initie toutefois, avec le soutien de la Banque mondiale, un programme de développement de la desserte par Branchements Individuels (BI) dans les zones satisfaisant les prérequis d'adhésion, techniques, environnementaux, sociaux et financiers.

La Banque Mondiale appuie, à la demande du Gouvernement marocain, le financement et la mise en œuvre du programme de Généralisation de l'Eau Potable dans les Provinces de Sidi Bennour, Safi, Youssoufia, Errachidia, Nador et Driouch. Ce projet permettra d'atteindre un taux d'accès de 97% de la population de ces provinces et de 96,5% à l'échelle nationale.

Parmi les nombreux bénéficiaires du projet, le premier d'entre eux est d'apporter aux populations rurales un service d'eau potable continu et de qualité à proximité de leur domicile, et ainsi d'améliorer significativement la vie des populations qu'il permettra de desservir.

Le projet ne prévoit pas de financer d'interventions qui impliqueraient le déplacement involontaire de populations. Par contre, des acquisitions et des occupations temporaires de terrain seront nécessaires pour la construction des réseaux et des ouvrages financés par le projet, et à ce titre la politique opérationnelle 4.12 (P.O. 4.12), s'applique. Le présent Plan d'Acquisition de terrain (PAT) a été préparé par l'ONEE et sera soumis à la revue et à l'approbation de la Banque mondiale, au préalable de sa publication sur le site Internet de l'ONEE et sur le site InfoShop de la Banque mondiale.

Le PAT documente les différents étapes et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations ou occupations temporaires pour cause d'utilité publique et aux procédures de compensation y afférentes et en conformité avec les exigences de la PO 4.12 de la Banque mondiale, relative aux déplacements involontaires des populations et aux acquisitions de terrains. Ce PAT concerne les sites affectés par des occupations temporaires ou des acquisitions, qu'elles soient à l'amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique relatifs à l'AEP des douars des provinces de Safi et Youssoufia et Sidi Bennour. Il présente les résultats des enquêtes parcellaires, du diagnostic participatif des populations bénéficiaires, et de l'enquête socio-économique, ainsi que les caractéristiques précises des terrains, les taux et modalités de compensation, le cadre juridique, les arrangements institutionnels, les modalités et procédures de recours des populations affectées, le système de suivi et le budget y afférent.

Le montant global estimé des compensations relatives à l'AEP des douars des provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour (non compris le coût des ressources internes de l'ONEE) est de l'ordre de **40MDH**. Ce budget sera révisé et mis à jour à fur et à mesure de l'avancement des procédures et recours éventuels. L'ONEE financera les compensations et coûts associés sur ses fonds propres.

1 INTRODUCTION

1.1 LE PROJET

Afin d'augmenter l'accès à l'approvisionnement en eau potable (AEP) en milieu rural, le Royaume du Maroc a mis en place le programme de Généralisation de l'Eau Potable (GEP), mis en œuvre par l'ONEE. Ce programme repose principalement sur le développement de réseaux de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel sont desservies les populations rurales d'un grand nombre de douars et villages. La desserte s'effectue essentiellement par des Bornes Fontaines (BF). L'ONEE initie toutefois, avec le soutien de la Banque mondiale, un programme de développement de la desserte par Branchements Individuels (BI) dans les zones satisfaisant les prérequis d'adhésion, techniques, environnementaux, sociaux et financiers.

La Banque Mondiale appuie, à la demande du Gouvernement marocain, le financement et la mise en œuvre de la deuxième tranche du programme de Généralisation de l'Eau Potable dans les Provinces de Sidi Bennour, Safi, Youssoufia, Errachidia, Nador et Driouch.



Le programme permettra d'alimenter à terme 400 000 habitants. Il comprend les composantes suivantes :

- Composante 1 : Production, transmission et amenée d'eau dans les provinces de Nador, Driouch, Safi, Youssoufia, Sidi Bennour et Errachidia :
 - Sous composante 1a : Production, adduction et amenée d'eau potable en milieu rural dans les provinces de Nador et Driouch ;
 - Sous composante 1b : Production, adduction et amenée d'eau potable en milieu rural dans les provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour ;
 - Sous composante 1c : Renforcement et réhabilitation des capacités de production et d'adduction dans la province d'Errachidia ;
- Composante 2 : Mitigation des impacts environnementaux, gestion des eaux grises ;
- Composante 3 : Soutien à la mise en œuvre et renforcement des capacités.

Le projet vise à :

- a. étendre et améliorer l'accès à l'eau potable à plus de 1.200 nouveaux douars (villages) et plus de 415 000 habitants.
- b. augmenter l'enveloppe et élargir à l'échelle de l'ensemble du périmètre de service de l'ONEE l'accès au mécanisme de préfinancement pour le déploiement des BI ;
- c. permettre le renforcement du réseau d'accès le cas échéant, en prévision du développement des BI ;
- d. appuyer par une assistance technique la mise en œuvre de ces nouvelles activités.

Le Projet vise aussi le renforcement des systèmes d'AEP et l'extension de la desserte en Eau Potable, l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales desservies, et la prévention des maladies hydriques à travers des mécanismes de gestion adéquate des eaux grises et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

1.2 ACQUISITIONS DE TERRAINS

Le projet d'alimentation en Eau Potable, comme pour tout projet de développement, nécessitera cependant la mobilisation de certaines assiettes foncières pour réaliser les adductions régionales, les réseaux de dessertes et les ouvrages collectifs.

De manière générale, l'ONEE cherche à poser les conduites le plus possible dans des emprises publiques, ce qui nécessite seulement une occupation temporaire et une indemnisation des dégâts causés pendant les travaux. L'ONEE travaille pour éviter au maximum de passer dans des propriétés privées, en vue de limiter les procédures d'expropriation. Très concrètement, l'ONEE passe en revue la conception technique proposée sur la base des états parcellaires, en vue d'évaluer les possibilités techniques d'éviter au maximum les acquisitions, en particulier pour l'emplacement des infrastructures, qui, sur la base de l'expérience de l'ONEE, représente la majorité des acquisitions.

En général, les superficies nécessaires à la mise en œuvre des projets d'alimentation en eau potable de l'ONEE, ne dépassent pas 6 à 10 % de la superficie globale de propriétés affectées par le projet, c'est pourquoi aucun déplacement physique involontaire des populations n'est prévu.

Les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE pour l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet sont cohérents avec les objectifs et les exigences de la politique de sauvegarde de la Banque mondiale. Cette politique opérationnelle 4.12 préconise l'élaboration d'un « Plan de Réinstallation », objet du présent document, qui est intitulé Plan d'Acquisition de terrains (PAT) en référence explicite à ce dont il s'agit réellement.

1.3 OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PAT

Le présent PAT est dédié au système d'AEP dans les zones rurales des provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour. Il documente les différents actes de gestion et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations pour cause publique et aux procédures de compensation et en conformité avec les exigences de la politique 4.12 de la Banque mondiale relative aux déplacements involontaires et aux acquisitions de terrains. Ce PAT est donc préparé pour les sites affectés ayant fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique et d'une occupation temporaire. Les résultats du recensement de base et de l'enquête socioéconomique, les caractéristiques précises des terrains, les taux et modalités de compensation, le cadre juridique, l'arrangement institutionnel, le système de recours, le système de suivi et le budget y afférent y sont consignés.

Le PAT répond aux prescriptions du PCAT, stipulant qu'en cas d'acquisition de terrain, un Plan d'Acquisition des Terrains (PAT) doit être élaboré pour chacune des zones d'intervention du projet sur la base des informations relatives aux enquêtes parcellaires, qui permettront d'identifier les parcelles à acquérir dans le cadre du projet et les occupations temporaires des terrains qu'il conviendra de

dédommager conformément aux dispositions applicables de la réglementation marocaine et de la PO 4.12 de la Banque mondiale. Le PCAT a été élaboré lors de la préparation du projet, approuvé et publié en mai 2010 sur le site Internet de l'ONEE, et le site Infoshop de la Banque Mondiale.

Le présent PAT a été établi conformément aux dispositions réglementaires du Royaume du Maroc et s'appuie sur un examen approfondi du système national et sa comparaison avec les exigences de la P.O. 4.12. Il décrit les différentes actions à entreprendre pour s'assurer que les terrains nécessaires au projet ainsi que leurs occupants soient identifiés et les démarches appropriées soient engagées au moment opportun et selon les procédures et la réglementation en vigueur. Il présente également les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE, qui sont en conformité avec les objectifs et aux prescriptions de la P.O. 4.12 de la Banque mondiale, relatifs à l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet. La version approuvée par la Banque mondiale sera publiée sur le site internet de l'ONEE (rubrique Grands Projets) et sur le site Infoshop de la Banque mondiale. Enfin, le présent PAT sera mis à jour de manière régulière à travers la consolidation et la synthèse des états établis à cet effet et renseignés par les différents intervenants conformément au protocole de suivi et d'évaluation décrit ci-après.

1.4 CADRE LEGAL DE L'ACQUISITION DES TERRAINS

1.4.1 REGIMES FONCIERS

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

- A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU, et constitués par :
 - a. Le domaine Public de l'Etat et des collectivités publiques;
 - b. Le domaine Privé de l'Etat et des collectivités publiques; et
 - c. Le domaine Forestier.
- B. Les régimes non domaniaux constitués par :
 - a. les biens Habous, (1% de la SAU);
 - b. les terres Collectives, (17% de la SAU);
 - c. les terres Guichs, (3% de la SAU); et
 - d. les biens relevant de la propriété privée (ou Melk) représentant 76% de la SAU et qui se divisent eux-mêmes en moukia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires – cas largement majoritaire) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière.

L'annexe B donne les détails sur le régime foncier marocain dans son ensemble.

1.4.2 CADRE JURIDIQUE

A l'exception du domaine public de l'Etat et certains immeubles bien spécifiés par la loi, tels que les mosquées, les sanctuaires et les cimetières, le domaine public et les ouvrages militaires, tous les biens immobiliers relevant des différents régimes fonciers existants au Maroc, peuvent être aliénables soit par voie d'acquisition de gré à gré, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de distraction (pour le cas du domaine forestier).

En ce qui concerne le domaine public de l'Etat, il peut faire l'objet d'une occupation temporaire matérialisée par une convention ou autre acte juridique établis par l'Administration qui le gère.

Dans le cas des terrains relevant du domaine privé de l'Etat et des collectivités publiques, ils font l'objet soit :

- d'un accord d'acquisition amiable avec la Direction des Domaines du Ministère des Finances ;

- d'une procédure d'incorporation au domaine public de l'Etat par décret, concrétisée par une décision d'affectation de ces terrains au domaine public et un Procès-Verbal de remise à l'ONEE en tant qu'exploitant.

Le domaine forestier peut faire l'objet de l'une des formes de mobilisation¹ suivantes:

- Soit par distraction prononcée par décret après avis d'une commission administrative ;
- Soit par échange immobilier;
- Soit par occupation temporaire sanctionnée par un Arrêté d'occupation temporaire.

Lorsque les biens expropriés sont des biens collectifs, Guich ou Habous, la procédure d'expropriation se poursuit à l'amiable selon la réglementation régissant ces régimes.

Quant aux terrains appartenant à des particuliers, ils font l'objet d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique soit à l'amiable ou par voie judiciaire

L'expropriation pour cause d'utilité publique est strictement réglementée. La protection de la propriété est un principe à valeur constitutionnelle. En effet, le droit de propriété et la liberté d'entreprendre demeurent garantis. Mais la loi peut en limiter l'étendue et l'exercice si les exigences du développement économique et social de la Nation en dictent la nécessité².

Cependant, le droit de propriété ne peut être cédé que pour cause d'utilité publique et conformément à la réglementation vigoureuse.

En effet, l'expropriation pour cause d'utilité publique, engagée en vertu de la loi 7-81, promulguée par le *Dahir 1-81-254 du 6 mai 1982* et publié au Bulletin Officiel n° 3685 du 15 juin 1982 « *ne peut être poursuivie que dans les formes prescrites par la présente loi sous réserve des dérogations y apportées en tout ou en partie par des législations spéciales* »

La procédure de l'expropriation, qui ne peut porter que sur des biens immobiliers et sur tous les droits qui y sont inscrits, tend à maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général. Cette préoccupation législative apparaît dans les conditions et les obligations dictées par la loi, imposant à l'expropriant d'accomplir de manière intégrale des formalités précises et bien définies dans le temps et dans l'espace, dont le but est d'informer les ayants droits.

Ce formalisme, qui procure également à l'autorité expropriante, une sécurité juridique, matérialisée dans les délais impartis aux ayants droit pour se manifester, a été minutieusement organisé par la législation et contrôlé par le juge à travers une procédure d'expropriation précise et bien réglementée.

La Procédure d'expropriation est présentée en détail en Annexe B.

1.5 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SYSTEME NATIONAL ET LA P.O. 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE

L'analyse de l'adéquation de la procédure juridique marocaine avec les politiques opérationnelles de la banque mondiale relève qu'en règle générale les garanties offertes par la législation nationale relative aux acquisitions de terrains et aux indemnités y afférentes est globalement conforme aux exigences et aux procédures de la PO 4.12 de la Banque mondiale.

Comme indiqué plus haut, dans son ensemble, la législation marocaine relative aux expropriations et les procédures y afférentes, sont transparentes, équitables et permettent aux ayants droits de faire recours s'ils le souhaitent.

Elle est aussi participative puisque la communication et l'échange avec les ayants droits se fait dès le début du processus et continue jusqu'à sa fin. La Commission Administrative d'Evaluation (CAE) fixe les prix sur la base des prix qui prévalent sur le marché.

Enfin, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits sont autorisés à percevoir une indemnité, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants de terres qu'elles soient mises en valeur ou non,

¹ Note circulaire n°2088 du 03 mai 2011 du Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

² Art. 35 de la constitution marocaine

usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique. Les Directives de la Banque Mondiale stipulent qu'en cas de réinstallation ou d'acquisition de terrains, toute personne recensée détentrice ou pas d'un titre de propriété est indemnisée. Selon la loi marocaine, lorsque les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs requis (Moukha, titre foncier), ou quand les exploitants agricoles exercent leur activité sans contrat, ni bail, les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative comme justificatif. En l'absence d'une moukha, les acquisitions à l'amiable des terrains ne peuvent avoir lieu. Pour l'indemnisation des droits de surface (constructions, plantations, ...) l'attestation administrative peut faire foi.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels, et donc les pertes de sources de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante. Ceci est tout à fait conforme avec les dispositions des paragraphes 3(a), 6, 13, 14, 15 et 16 de la PO 4.12. La seule différence qui existe est que la loi marocaine 7_81 permet à l'expropriant d'accéder à la terre expropriée et d'entamer les travaux avant le décaissement de l'indemnisation, à condition que le décret d'expropriation soit officiellement décrété et que les fonds de compensations soient disponibles dans un compte du trésor public, alors que la PO 4.12 ne permet pas l'accès au terrain et le lancement des travaux tant que l'indemnisation n'est pas faite d'une façon satisfaisante. Cette différence, dans le cas précis de ce projet, revêt un caractère négligeable pour les raisons suivantes:

- Les parcelles de terrains à exproprier sont généralement de petites tailles, représentent en moyenne moins de 7% de la superficie totale moyenne des parcelles;
- Les terrains sont systématiquement choisis de telle sorte qu'aucun déplacement physique ou destruction de biens matériels n'aient lieu;
- Le paiement des indemnisations pour les cas résolus à l'amiable se fait avant le lancement des travaux pour les ayants droits disposant d'un titre de propriété. En cas de recours judiciaire, le juge peut prononcer la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative ;
- Afin d'accélérer la durée et le cout des procédures de recours pour les ayants droits, l'ONEE, à travers ses services juridiques au niveau central et régionaux, a établi un système de suivi rapproché pour raccourcir la période de recours et clôturer les dossiers dans les plus brefs délais.
- Lorsque les ayants droits ne peuvent accéder à leur compensation du fait de l'absence de titre de propriété, l'ONEE accompagne les ayants droits dans les procédures d'obtention de titre foncier, en vue de les faciliter.

Concernant la prise de possession du terrain, il est important de rappeler que la différence entre le système national et la P.O. 4.12 ne concerne que les cas qui n'arrivent pas à un compromis, soit à cause d'un désaccord sur le montant de l'indemnisation, soit pour cause de dossier incomplet, soit parce que le bien concerné fait l'objet d'oppositions par des tiers, ou pour toute autre raison. A cet effet, il faut préciser que selon la loi marocaine, en cas de désaccord, l'exproprié peut, s'il le désire, accéder aux fonds consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), qui lui ont été assignés initialement, en attendant la décision du juge. Ceci réduit, voire élimine, en termes d'impacts négatifs, la différence sur ce point entre la politique nationale marocaine et la P.O. 4.12.

Tous ces faits et arguments montrent clairement que la juridiction marocaine relative aux acquisitions de terrains et aux indemnisations y afférentes est globalement conforme aux exigences et aux procédures de la P.O. 4.12 de la Banque mondiale. Sur cette base, les Offices continueront à mettre en œuvre leur programme d'expropriation et d'indemnisation selon la réglementation nationale tout en s'assurant que les exigences de la P.O. 4.12 sont constamment observés et respectés. C'est dans ce sens, entre autre, que la P.O. 4.12 a été déclenchée, cette procédure ayant l'avantage d'exiger des instruments d'atténuation, dont le présent PCAT, qui peuvent être utilisés comme un tableau de bord pour la mise en œuvre et pour le suivi des opérations d'acquisition de terrain ; ce qui, incontestablement, aide à diminuer les risques

d'erreur et d'écartement. Le tableau ci-dessous montre les points de convergence et les différences entre la législation nationale et la PO 4.12.

TABLEAU 1- SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES ENTRE LA LÉGISLATION MAROCAINE ET LA POLITIQUE OPÉRATIONNELLE 4.12

Thèmes	Législation nationale marocaine	PO 4.12
<p>Critères d'éligibilité</p> <p>1. propriétaire avec titre officiel ou traditionnel 2. locataires et utilisateurs de la terre 3. pour les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs requis (Moukia, titre foncier), ou les exploitants agricoles exerçant leur activité sans contrat, ni bail, les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative, faisant foi pour l'indemnisation</p>	<p>1. Eligible à la compensation</p> <p>2. Eligible à la compensation pour les pertes encourues,</p> <p>3. Eligible à la compensation des droits de surface (constructions, plantations, ...)</p>	<p>1. Eligible à la compensation</p> <p>2. Eligible à la compensation</p> <p>3. Eligible à la compensation</p>
<p>Etude Socio-économique</p>	<p>Prévue</p>	<p>Prévue</p>
<p>Publication d'une date butoir après laquelle aucune compensation n'est donnée</p>	<p>Non prévue, mais la publication du PDE au BO (après laquelle les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant, en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues.</p>	<p>Prévue</p>
<p>Prise de possession</p>	<p>Se fait dès qu'un décret d'expropriation est promulgué, que la CAE a déterminé le montant des compensations et que l'ONEE a consigné le montant des compensations au profit de chaque ayant-droit à la CDG. L'Ayant-droit peut choisir de contester l'indemnisation pour quelque raison que ce soit, en vertu de la procédure qui lui permet de le faire</p> <p>En cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, de dossier incomplet, ou d'opposition par des tiers sur le bien concerné, selon la loi marocaine, l'exproprié peut, s'il le désire, accéder aux fonds consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), qui lui ont été assignés initialement, en attendant la décision du juge.</p>	<p>La prise de possession ne peut pas se faire tant qu'une indemnisation satisfaisante n'est pas faite et est acceptée par les parties prenantes.</p>
<p>Paiement des compensations avant le lancement des travaux</p>	<p>Le paiement des compensations aux propriétaires se fait avant le lancement des travaux, dans le cadre des accords à l'amiable sur la base des prix unitaires de marché. L'expropriation et le lancement des travaux avant paiement ne concernent que les cas de désaccord sur le montant de</p>	<p>Le paiement doit se faire avant le lancement des travaux.</p>

	l'indemnisation, de dossier incomplet, ou de litige entre ayant droits, <u>à condition que le décret d'expropriation soit officiellement publié et que les indemnités soient consignées à la CDG.</u> Les montants consignés, seront mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété	
Consultation publique et concertation	Prévue	Prévue
Système de recours accessible aux ayant droits	Prévue	Prévue
Prix unitaires négociés et reflétant la réalité du marché	Prévue	Prévue
Mise en place d'un système de suivi	Non prévue, mais pratiqué par l'ONEE à travers ses services juridiques en collaboration avec les techniciens	Prévue
Préparation d'un instrument d'atténuation	Non prévue, mais préparé du fait du déclenchement de la PO 4.12	Prévue et exigée

2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES IMPACTS SOCIAUX

2.1 CONTEXTE DU PROJET

Avec des taux d'accès d'environ 61% pour l'alimentation en eau potable (AEP) en milieu rural à la fin de 2004 et 35% pour l'assainissement en milieu rural, le Maroc détenait l'un des taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural les plus bas de la région (Moyen Orient et Afrique du Nord). Le Gouvernement du Maroc a décidé d'accélérer le rythme des investissements dédiés à l'AEP en milieu rural, afin d'atteindre un taux d'accès de 92% en 2012. En Janvier 2004 il a désigné l'ONEE comme principal interlocuteur du programme GEP. Sur le plan technique, l'approche retenue repose principalement sur le développement d'un réseau de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel seront desservis par des BF ou des BI, un grand nombre de douars et villages. En 2013, le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a atteint 94 %. Le projet vise essentiellement le développement des infrastructures d'AEP rurale par BF dans les provinces de Sidi Bennour, Safi, Youssoufia, Errachidia, Nador et Driouch. Il comprend les composantes suivantes :

- Composante 1 : Production, transmission et amenée d'eau dans les provinces de Nador, Driouch, Safi, Youssoufia, Sidi Bennour et Errachidia ;
 - Sous composante 1a : Production, adduction et amenée d'eau potable en milieu rural dans les provinces de Nador et Briouch ;
 - Sous composante 1b : Production, adduction et amenée d'eau potable en milieu rural dans les provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour ;
 - Sous composante 1c : Renforcement et réhabilitation des capacités de production et d'adduction dans la province d'Errachidia ;
- Composante 2 : Mitigation des impacts environnementaux, gestion des eaux grises ;
- Composante 3 : Soutien à la mise en œuvre et renforcement des capacités.

Le choix de ces interventions est justifié par l'absence de ressource en eau alternative et la forte demande des populations visées par le projet pour un accès potentiel à l'eau potable à travers une borne fontaine. Celle-ci leur permettra un accès durable à l'eau potable et réduira nettement pour eux le coût humain (les sources alternatives étant souvent à plusieurs kilomètres des villages, et de qualité incontrôlée) et financier (l'eau dont ils disposent actuellement est achetée au prix élevé) de l'accès à la ressource.

Globalement, les nouvelles composantes d'adduction rurale du Projet toucheront 47 Communes Rurales et permettront d'étendre et d'améliorer l'accès à l'eau potable à plus de 1.200 nouveaux douars (villages) et plus de 415.000 habitants dans les 6 provinces précitées).

2.2 DESCRIPTION DETAILLEE DES ACTIVITES ET DE LA ZONE D'INTERVENTION

Dans le cadre de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) des populations rurales des Province de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour, l'ONEE Branche Eau (DTI et DEP) a débuté la réalisation d'une adduction régionale à partir d'une station de traitement (ST), alimentée par les eaux du Canal Principal Haut Service (CPHS) de la région Abda-Doukkala.

La Tranche 1 (financement BIRD2) doit permettre un nouvel accès à l'eau potable à 280 000 habitants répartis dans 697 douars, l'amélioration et la fiabilisation de la desserte de trois centres urbains RADEES (Jemaat Shaim, Bouguedra et Sebt Gzoula).

Dans le cadre de la généralisation de l'AEP dans le monde rural, l'ONEE Branche Eau (DEP) envisage la réalisation du projet d'AEP des Douars avoisinant la future adduction régionale Labkhati-Tnine Ghiat Lots S1, S2 et S3 (Provinces de Safi et Youssoufia). Ces 3 systèmes, qui couvriront une quinzaine de communes rurales, seront alimentés par l'adduction régionale.

En sus, la station de traitement permettra aussi d'alimenter une Tranche 2, destinée à desservir 390 douars supplémentaires dans la province de Sidi Bennour et de renforcer la capacité de production des centres de Youssoufia, Echemaia et Tnine Ghiat (100 000 habitants) et des centres RADEEJ de Sidi Bennour, Sidi Smail, Zemamra et Oualidia (65 000 habitants).

La station de traitement d'eau potable assurera un débit d'eau potable de 1000 l/s en phase finale, qui couvrira les besoins globaux des populations rurales des provinces précitées jusqu'à l'horizon 2030.

La première phase du projet de l'adduction régionale de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour comprend les ouvrages suivants :

- Une prise d'eau brute sur le CPHS conçue pour le débit de la phase finale du projet permettant d'assurer un débit d'eau potable de 1000 l/s ;
- Une station de traitement (ST) et ses ouvrages annexes conçue pour un débit d'eau potable de 500 l/s, à partir d'une eau brute présentant une charge en MES pouvant atteindre 20 g/l ($MES \leq 20$ g/l). La conception de la ST doit tenir compte de son extension pour un débit d'eau potable de 1000 l/s en phase finale ;
- Dix stations de pompage y compris la station de pompage d'eau traitée de la ST ;
- Neuf réservoirs et bâches semi-enterrés de volume variant de 100 à 1 500 m³ de capacité ;
- Sept réservoirs surélevés allant de 900 à 1 000 m³ de capacité ;
- Conduites d'adduction de longueur totale 191km, constituée par des conduites en béton précontraint de DN 600 à 800mm, des conduites en Fonte (DN 200 à 700mm) et en PVC (DN 110 à 400mm) ;
- clôtures et aménagements des abords des sites des stations de pompage ;
- loge gardien à l'intérieur des locaux des stations de pompage ;
- l'amenée de la ligne électrique aux différentes stations de pompage ;
- locaux de poste transformateur à l'intérieur des locaux des stations de pompage.

Le projet d'AEP des douars avoisinant la future adduction régionale Labkhati-Tnine Ghiat (S1 + S2 + S3) comprend les ouvrages suivants :

- 12 lots de conduites de distribution et d'adduction des douars en PVC et PEHD (DN de 63 à 315) totalisant 1 298,5 km ;
- 925 bornes fontaines ;
- 3 stations de reprise (SR) de débit variant de 1 à 14l/s et de HMT allant de 16 mCE à 125mCE ;
- 6 surpresseurs de débit variant de 1 à 3,3l/s et de HMT allant de 15 mCE à 96 mCE ;
- 1 réservoir semi enterré de 400 m³ ;
- bêche semi enterré de 100 m³ accolée au local de la station de pompage ;
- 3 réservoirs surélevés de 50 à 500 m³ pour la desserte de l'ensemble des douars ;
- aménagement des abords de l'ensemble de ces ouvrages ;
- Equipements d'alimentation en énergie électrique des stations.

Le projet du système J1 de Sidi Bennour consiste en la réalisation des ouvrages suivant :

- Pose de 28 km de conduites d'adduction (15 km en fonte ductile PFA > 25 bar-DN 400 et 250 mm, 13 km en PVC PN 16 DN 400 & 160 mm et en PEHD PN 16 DN 63 mm) ;
- Pose de 403 km de conduites de distribution en PEHD et PVC DN 50 à 400 mm ;
- Réalisation de 230 bornes fontaines ;
- Installation de 2 sur-presseurs ;

- Installation de 10 réducteurs de pressions ;
- Génie civil et équipement d'une station de reprise SR1 de caractéristiques : Q= 75 l/s; HMT=168 m ;
- Génie civil et équipement d'une station de reprise SR2 avec bache de 40 m³ et de caractéristiques : Q= 11 l/s; HMT= 123 m ;
- Génie civil et équipement d'une station de reprise SR3 avec bache de 5 m³ et de caractéristiques : Q= 1 l/s; HMT= 142 m ;
- Construction et équipement d'un réservoir semi-enterré R8 de 1500m³ y compris loge gardien et aménagement des abords.
- Construction et équipement d'un réservoir semi enterré R9 de 600m³ ;
- Construction et équipement d'un réservoir semi-enterré R8 de 300m³ y compris loge gardien et aménagement des abords ;
- Construction et équipement d'un réservoir semi-enterré de 10 m³.

Les communes visées par le Projet figurent parmi les communes les plus pauvres du Maroc, selon les données officielles de la carte de la pauvreté datant de 2007³. En effet, les communes rurales ciblées telles qu'illustrées dans le tableau ci-dessous, affichent respectivement des taux de pauvreté et de vulnérabilité sensiblement supérieurs à la moyenne nationale et soulignent le fort engagement du projet à améliorer la qualité de vie des populations rurales les plus défavorisées, lui donnant ainsi un caractère social bénéfique tant attendu et désiré par la population, comme cela est expliqué dans la section 2.3.

TABLEAU 1 - TAUX DE PAUVRETÉ ET VULNÉRABILITÉ DANS LA ZONE D'INTERVENTION

Province	Commune rurale	Nombre localités	Population EMS	Pauvreté		Vulnérabilité	
				Taux	Population EMS	Taux	Population EMS
Safi/Youssoufia	El Gouraani	39	11 895	73%	8 742	100%	11 895
	Lamrasla	50	16 874	92%	15 460	100%	16 874
	Bouguedra	45	13 222	52%	6 853	100%	13 222
	Chahda	49	9 709	91%	8 833	100%	9 709
	Sidi Ettiji	55	15 900	92%	14 551	100%	15 900
	Labkhati	34	10 965	90%	9 909	100%	10 965
	Lamsabih	10	2 606	100%	2 606	100%	2 606
	Dar Sidi Aissa	15	3 757	98%	3 689	100%	3 757
	Negga	46	21 144	90%	19 084	100%	21 144
	Laamamra	27	11 514	94%	10 802	100%	11 514
	Khatazakane	9	2 883	89%	2 576	100%	2 883
	Ghiat	9	3 852	84%	3 253	100%	3 852
	Jdour	55	17 836	81%	14 409	100%	17 836
	Ighoud	25	8 107	79%	6 439	100%	8 107
	Jnane Bouih	6	1 946	48%	931	100%	1 946
	Lahdar	37	11 999	43%	5 167	100%	11 999
	Tlet Sidi Aissa	44	14 269	91%	12 963	100%	14 269
Total & moyenne		555	178 478	87%	155 556	100%	178 478

³ HCP : carte de la pauvreté 2007, Maroc

Province	Commune rurale	nb de localités	Population EMS	Pauvreté		Vulnérabilité	
				Taux	Population EMS	Taux	Population EMS
Sidi Bennour	Jabria	22	12811	88%	11284	90%	11525
	MTal	20	10684	97%	10373	100%	10684
	Khmis Ksiba	12	3437	100%	3437	100%	3437
	Oulad Boussaken	1	258	97%	250	100%	258
	Tamda	40	9689	100%	9689	100%	9689
	Oulad Amrane	24	9304	94%	8703	100%	9304
	Lahgagcha	1	145	100%	145	100%	145
	Koudiat Bni Dghough	63	16142	82%	13253	100%	16142
	Kridid	37	14433	88%	12707	100%	14433
	Bouhmame	15	6685	72%	4810	91%	6061
	Laatatra	9	2524	61%	1533	87%	2192
Totaux & moyennes	244	86112	89%	76610	97%	83565	

2.3 LES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET

Les activités du Projet d’Alimentation en Eau Potable Rurale ont fait l’objet d’une évaluation environnementale et sociale, qui a été revue et déclarée acceptable pour la Banque mondiale. Cette évaluation environnementale et sociale comprend une évaluation détaillée des impacts potentiels des activités du projet, des mesures d’atténuation dont la mise en œuvre et le suivi sont déclinés dans le cadre d’un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Ce dernier a pour objet la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet.

La mise en œuvre du projet s’accompagne de nombreux bénéfices, le premier d’entre eux étant d’apporter aux populations un service d’eau potable continue et de qualité, permettant d’améliorer significativement la vie des populations rurales qu’il permettra de desservir. En particulier, les impacts positifs du Projet comprennent:

- Augmentation de la disponibilité de l’eau potable, vitale pour le développement humain dans les zones rurales ;
- Gains de temps permettant d’accroître la participation aux activités éducatives et économiques, en particulier pour les jeunes filles et les femmes ;
- Réduction de la prévalence des maladies véhiculées par l’eau, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans ;
- Renforcement de la cohésion sociale et stimulation de l’apparition d’activités collectives ; et
- Atténuation de la forte tendance à l’émigration rurale, qui a été alimentée par l’augmentation de la pauvreté dans les campagnes

Les résultats de l’analyse des impacts des activités du projet ont permis de confirmer l’absence d’impacts négatifs critiques et irréversibles. Les impacts du projet ont été jugés faibles et localisés. Compte tenu des retombées vitales de l’AEP sur le développement humain des populations rurales concernées, les impacts du projet sont généralement positifs.

Selon les résultats de cette évaluation, la classification du projet dans la catégorie « B » par la Banque Mondiale est justifiée par les nombreux bénéfices environnementaux et sociaux générés et de potentiels impacts environnementaux et sociaux négatifs maîtrisables.

3 RECENSEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS

3.1 RECENSEMENT DES POPULATIONS

3.1.1 MODALITES

De manière générale, l'ONEE cherche à poser les conduites le plus possible dans des emprises publiques, ce qui nécessite seulement une occupation temporaire et une indemnisation des dégâts causés pendant les travaux. L'ONEE travaille pour éviter au maximum de passer dans des propriétés privées, en vue de limiter les procédures d'expropriation. Très concrètement, l'ONEE passe en revue la conception technique proposée sur la base des états parcellaires, en vue d'évaluer les possibilités techniques d'éviter au maximum les acquisitions, en particulier pour l'emplacement des infrastructures, qui, sur la base de l'expérience de l'ONEE, représente la majorité des acquisitions.

Néanmoins, le projet d'alimentation en Eau Potable, comme pour tout projet de développement, nécessite la mobilisation de certaines assiettes foncières pour réaliser les adductions régionales, les réseaux de dessertes et les ouvrages collectifs.

Il y a lieu de préciser que généralement les superficies nécessaires à la mise en œuvre des projets d'alimentation en eau potable de l'ONEE, ne dépassent pas 10 % de la superficie globale de propriétés affectées par le projet, c'est pourquoi aucun déplacement physique involontaire des populations n'est prévu. Dans le cas de ce projet, ces superficies sont inférieures à 8%.

Comme définie plus haut dans le présent PAT, la procédure appliquée en ce qui concerne l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation des ouvrages précités, est régie par le cadre légal national et est conforme à la PO 4.12 de la Banque.

Les procédures d'acquisition des terrains, engagés par l'ONEE, varient selon leur statut foncier ; cependant, le mode d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique demeure le plus fréquent.

Comme indiqué dans le tableau 5, la gestion de ces procédures est partagée par la Direction Juridique centrale (DAJ) et les services régionaux de l'ONEE, conformément à leurs attributions respectives.

Le choix des terrains à acquérir pour les besoins du Projet projets est réalisé par les ingénieurs chargés des études techniques au stade de l'étude d'avant-projet sommaire (APS). Ce choix est fondé sur des critères d'optimisation et de faisabilité technique et socio-économique du projet (étude de toutes les alternatives réalisables), en essayant de minimiser le recours à l'expropriation des terrains privés et d'assurer, le cas échéant, que l'actif restant de ces terrains demeure exploitable. L'opération de délimitation des parcelles de terrains à acquérir, l'identification de leurs statuts juridiques et leurs propriétaires est menée par des Ingénieurs Géomètres Topographes (IGT), après la validation des études d'avant-projet définitives (APD).

Les procédures d'expropriation et d'occupation temporaire sont engagées par les services régionaux concernés après établissement et validation des dossiers parcellaires conformément aux procédures en vigueur (DAJ.F.01, DAJ.F.03, DAJ.F.05, DAJ.F.06).

3.1.2 ETAT D'AVANCEMENT

La première étape du processus d'acquisitions des terrains a été déclenchée. Elle a consisté en la réalisation des études topographiques et des enquêtes parcellaires permettant l'identification et le recensement des personnes affectées par le projet et des parcelles de terrain touchées par l'implantation des ouvrages du projet. Ces informations sont consignées dans des dossiers parcellaires, établis pour chaque commune, et ce, conformément aux procédures en vigueur.

Le recensement des populations affectées est fait selon la réglementation en vigueur, en concertation avec les autorités locales, dans le cadre de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et d'occupation temporaire. Comme indiqué dans le tableau 2 ci-dessous, seuls les propriétaires des terres Melk ont été et recensés. Le nombre des exploitants des terres collectives sera recensé pendant l'opération du constat des dégâts. Le PAT étant un document vivant, il sera actualisé à fur et à mesure que l'information devient disponible.

Les dossiers parcellaires comportent, en plus du recensement des terres à acquérir aux fins du Projet, le recensement des populations affectées par l'acquisition des terrains, spécifiant l'identité des propriétaires et ayant-droits. Ces dossiers parcellaires sont disponibles pour consultation et à la demande.

Les parcelles de terrain, retenues pendant les études du projet d'AEP des Douars de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour, pour y abriter les ouvrages et installations hydrauliques relèvent du territoire de 28 communes rurales dont **13** pour Safi, **4** pour Youssoufia et **11** pour Sidi Bennour et **2** communes urbaines (Jemaa Shaim et Sebt Gzoula).

La typologie juridique des assiettes foncières identifiées et leur consistance et le nombre des ayants droits affectés se présentent, par commune, comme suit :

TABLEAU 3 - PLAN D'ACQUISITION DES TERRAINS PAR COMMUNE, STATUT FONCIER ET SUPERFICIE ET NOMBRE DES PERSONNES AFFECTEES

Province	Commune	Type	Nombre de parcelle	Superficie (m2)
SIDI BENNOUR	KOUDIAT BNI DGHOUGH	Melk	19	10 310
		DC		
		DPE		
	KRIDID	Melk	31	67530
		DC		
		DPE		
	MTAL	Melk	87	60 770
		DC		
		DPE		
	TAMDA	Melk	3	7 747
		DC		
		DPE		
	LAAOUNATE	Melk	76	50 333
		DC		
		DPE		
	Total		216	188 943

Province	Commune	Type	Nombre de parcelle	Superficie (m2)
YOUSOUFIA	JDOUR	Melk	94	68 808
		DC		
		DPE		
	YOUSOUFIA	Melk	13	8 855
		DC		
		DPE		
	Total		107	77 663

Province	Commune	Type	Nombre de	Superficie (m2)
			parcelle	
SAFI	LAHDAR	Melk	202	118 156
		DC	0	-
		DPE	0	-
	LABKHATI	Melk	197	153 217
		DC	4	3 759
		DPE	0	-
	SIDI AISSA	Melk	50	33 239
		DC	2	968
		DPE	0	-
	CHAHDA	Melk	46	80 024
		DC	1	354
		DPE	0	-
	BOUGUEDRA	Melk	353	154 684
		DC	1	1 353
		DPE	0	-
	SIDI TIJI	Melk	115	19 841
		DC	2	4 030
		DPE	0	-
	LAMRASLA	Melk	180	150 489
		DC	3	650
		DPE	0	-
	NAGGA	Melk	158	118 591
		DC	0	-
		DPE	0	-
	EL GHIAT	Melk	12	9 909
		DC	0	-
		DPE	0	-
	HAD LABKHATI	Melk	197	153217
		DC		
		DPE		
	JOUAAA SHIM	Melk	31	19632
		DC		
		DPE		
	OULAD SELMAN	Melk	53	41 011
		DC	-	-
		DPE	-	-
	SBIAAT SIDI AHMED	Melk	1	451
		DC	-	-
		DPE	-	-
	SEBT GZOULA	Melk	70	72889
		DC	-	-
		DPE	-	-
Total			1542	1 038 507

Il s'agit au total de 1865 parcelles, d'une superficie globale de 1 305 113 m² couvrant l'ensemble des communes précitées.

Ainsi, la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique sera donc engagée pour l'ensemble des parcelles recensées par commune.

3.2 INDEMNISATION ET DEDOMMAGEMENT DES POPULATIONS

3.2.1 MODALITES GENERALES

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visées par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens. Le PDE est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, notamment sa publication au Bulletin Officiel (BO) qui déclenche la phase d'enquête administrative. Dès la publication du PDE au BO, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant. Bien que cette date ne constitue pas formellement une date-butoir, elle en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues

Lors de l'enquête administrative, le PDE est déposé au bureau de la commune du lieu concerné, accompagné d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO. Cette procédure est décrite en détail en Annexe B.

Le processus d'indemnisation à l'amiable est déclenché après la clôture de l'enquête administrative et traitement des remarques du registre d'observations⁴. Une demande est adressée aux autorités locales pour provoquer une Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pour l'évaluation des indemnités. Cette commission (dont la composition est spécifiée en Annexe B) est présidée par l'autorité locale. L'ONEE y siège en qualité d'observateur et assure la rédaction du PV de la CAE.

Le but étant de procéder :

- à l'indemnisation des propriétaires, usufruitiers et/ou exploitants, tant sur les pertes d'actifs et de sources de revenus que sur les dommages occasionnés par les travaux, soit directement sur le terrain (constructions, cultures et aménagements divers), soit indirectement par perte d'accès temporaire au terrain par les ayants droits ;
- au versement des indemnités relatives à la valeur vénale du terrain, aux propriétaires ayant accepté les prix évalués par la CAE et disposant des documents justifiant leur jouissance des biens expropriés ;
- à la consignation à la CDG des montants d'indemnités non réglés à l'amiable.

Le processus d'indemnisation peut être résumé comme suit :

- **Critères.** Les critères de base⁵ pour l'octroi de l'indemnité à l'exproprié recensé, est d'être détenteur d'un droit de propriété formel (titre foncier ou actes adoulaïres), ou être reconnue exploitant des terrains qu'il occupe pour une période dépassant dix (10) ans ; laquelle reconnaissance est appuyée par un certificat administratif ou actes de notoriété délivrés par les Autorités Locales (AL). Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les

⁴ Si le registre comprend des observations (erreur de superficie, identité des expropriés...), une séance est organisée, conjointement avec l'autorité locale et les intéressés afin d'étudier chaque observation et dresser un P.V. comprenant la suite réservée (ou à réserver) à chaque observation. En cas d'erreurs, le redressement se fait par acte modificatif au projet de décret et des lettres de réponses sont adressées aux personnes ayant émis des observations.

⁵ Paragr. 15 de PO 4.12 (Annexe C).

détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6, 13, 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

- **Indemnisation des dégâts au titre de l'occupation.** Sur la base du PV du constat des dégâts et les prix fixés par la CAE,⁶ une décision d'indemnisation est établie par l'ONEE spécifiant les montants à indemniser à chaque ayant droit. Une séance d'indemnisation est organisée par l'Autorité Locale à la demande de l'ONEE à laquelle sont convoqués les ayants droits dont les noms figurent sur le PV de constat et la décision d'indemnisation. Les indemnités allouées aux propriétaires et/ou exploitants, leur sont versées après présentation des pièces requises et signature des actes de renonciation. Un Procès-Verbal de la séance est établi et signé par l'autorité locale et le représentant de l'ONEE.
- **Consignation des indemnités.** Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE⁷. Cependant il devient exigible dès publication de l'acte de cessibilité et avant même le dépôt des requêtes de prise de possession et de transfert de propriétés par l'ONEE auprès du tribunal Administratif. Les montants consignés, par décision du Directeur Général de l'ONEE, sont mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété.

A noter que la consignation des indemnités, non payées directement aux bénéficiaires lors de la séance de conciliation, présente plusieurs avantages dans la mesure où :

- il s'agit d'une sortie effective des fonds de la trésorerie de l'Office au compte ouvert à la CDG au profit des expropriés, consignés de manière nominative et ne pouvant donner lieu au changement de titulaire qu'au vu des pièces justificatives réclamées par la CDG ;
- les sommes consignées ne sont pas restituables à l'Office que dans des cas rigoureusement prescrits : annulation de la procédure d'expropriation dûment justifiée, saisie du compte de l'ONEE par décision judiciaire ou versement des indemnités dans un compte ouvert auprès du tribunal compétent ;
- les sommes déposées sont productives d'intérêts au taux légal⁸ ;
- les mains levées peuvent être délivrées par l'Office aux ayants droit dès production des pièces justificatives ;
- les montants déconsignés au vu des mains levées obtenues sont payables localement aux ayants droits par les Perceptions décentralisées.

L'occupation temporaire des terrains (destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux⁹), est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droit concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans. Les ayants droits perçoivent une indemnisation sur les dégâts occasionnés.

⁶ L'indemnité évaluée par la CAE est souvent égale ou légèrement supérieure à la valeur marchande.

⁷ Dans un souci d'éviter toute contestation, l'ONEE consigne à la Caisse de Dépôt et Gestion (CDG) les indemnités fixées par la Commission Administrative d'Evaluation dans les meilleurs délais possibles.

⁸ Article 31 de la loi N°7-81

⁹ Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

3.2.2 DETERMINATION DES MONTANTS DES INDEMNISATIONS

Les indemnités fixées par la CAE, sont déterminées sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé et au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres. Les indemnités sont versées au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des particuliers et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guichs ou Habous.

Quand il s'agit de terres mises en valeur, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels et les pertes de revenus seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

Il est à noter que les expropriés n'ayant pas accepté les prix fixés par la CAE, peuvent :

- contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente ;
- prétendre au versement de cette indemnité comme provisoire et faire valoir leur droit à une éventuelle augmentation par voie de justice¹⁰ (phase judiciaire)¹¹.

De même que les propriétaires ou reconnu comme tels qui n'arrivent pas à produire des actes de propriété probants, peuvent produire un acte de notoriété établi, désormais, selon les dispositions du nouveau code d'immatriculation foncière¹².

3.2.3 SITUATION A CE JOUR

Le processus d'indemnisation des acquisitions de terrains et des dégâts aux cultures ne pourra être entamé qu'une fois les dossiers parcellaires de tous les terrains à acquérir finalisés, et les procédures d'expropriation finalisées.

La situation du processus d'acquisition et d'indemnisation des dégâts occasionnés se présente à ce jour comme suit :

- Les enquêtes parcellaires ont été réalisées : les parcelles à acquérir dans les communes cibles du Projet, sont au nombre de 1865 parcelles, d'une superficie globale de 1 305 113,00 m². dont seulement 1% sont des terrains collectifs;
- 27 dossiers d'expropriation, 17 arrêtés d'occupation temporaire ont été établis et 18 CAE ont été tenues ;
- Le processus d'indemnisation est engagé et 13 séances de conciliation ont été tenues avec les propriétaires concernés en présence des autorités locales.
- Pour l'indemnisation des dégâts de superficie, la tenue de la commission de constatation de l'état des lieux (CEL) sera demandée par l'ONEE aux autorités locales dès lancement des travaux de réalisation.

Le tableau ci-dessus dresse la situation d'acquisition et d'indemnisation à ce jour :

¹¹ Art. 42 de la loi 7-81

¹² Dahir n° 1.11.177 du 22 novembre 2011 portant promulgation de loi 14.07 relatif au code d'immatriculation foncière.

TABLEAU 4 – ETAT D’AVANCEMENT DES PROCEDURES D’ACQUISITION DU FONCIER

Province : SIDI BENNOUR

Commune	Nombre de dossiers avec procédures engagées	Nombre de Parcelle	Etat d'avancement des actions entreprises à ce jour
Amtal	1 Dossier d'Expropriation	87	Dossier transmis via la tutelle au SGG par lettre n° 2/2409 du 02/09/2013 pour approbation et publication de décret, Séance d'information et de conciliation avec les propriétaires effectuée le 04/12/2014, Une nouvelle séance sera organisée par l'autorité locale suite à la demande des ayants droit après la production des documents et actes nécessaires.
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	72	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°11/2013 du 11/12/2013. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'Incorporation	1	la demande d'incorporation a été transmise par lettre n°1891 du 12/09/2012
Kodiat Bni dghough	1 Dossier d'Expropriation	19	Dossier transmis via la tutelle au SGG pour approbation et publication de décret, Séance d'information et de conciliation avec les propriétaires Séance d'information et de conciliation avec les propriétaires effectuée le 04/12/2014, Une nouvelle séance sera organisée par l'autorité locale suite à la demande des ayants droit après la production des documents et actes nécessaires
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	34	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°31/2012 du 31/07/2012. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'Incorporation	2	la demande d'incorporation a été transmise par lettre n°1892 du 12/09/2012
Laaounate	1 Dossier d'Expropriation	76	Le dossier parcellaire a connu des rectifications suite aux changements de l'emplacement des ouvrages, son redressement est en cours, il sera transmis au Ministère incessamment, Les ayants droit ont demandé un délai pour préparer les documents nécessaires
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	76	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°06/2013 du 07/05/2008. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'Incorporation	1	la demande d'incorporation a été transmise par lettre n°2/909 du 24/04/2014
Tamda	1 Dossier d'Expropriation	3	Dossier transmis via la tutelle au SGG par lettre n° 2/2409 du 02/09/2013 pour approbation et publication de décret, Séance d'information et de conciliation avec les propriétaires effectuée le 04/12/2014, Une nouvelle séance sera organisée par l'autorité locale suite à la demande des ayants droit après la production des documents et actes nécessaires
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	3	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°32/2012 du 31/07/2012. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
Kridid	2 Dossiers d'Expropriation	31	Les commissions CAE ont été tenues le 04/07/2013 et le 11/02/2014. Les Séances d'information et de conciliation avec les propriétaires ont été tenues le 27/03/2014 et 16/12/2014.

	2 Dossiers d'Occupation Temporaire	30	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°138/2012 du 31/12/2012. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
--	------------------------------------	----	--

Province : SAFI

Commune	Dossiers établis à ce jour	Nombre de Parcelle	Etat d'avancement des actions entreprises à ce jour
Bougadra	1 Dossier d'Expropriation	353	la commission CAE a été tenue le 19/06/2013. Des Séances d'information et de conciliation avec les propriétaires ont été effectuées du 18/02/2014 au 21/02/2014
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	352	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°30/2013 du 11/10/2013. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'acquisition des terrains collectifs	1	la demande d'acquisition a été transmise au Ministère de l'Intérieur
Chahda	2 Dossiers d'Expropriation	83	En cours de traitement
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	37	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°30/2013 du 11/10/2013. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'acquisition des terrains collectifs	1	la demande d'acquisition a été transmise au Ministère de l'Intérieur
Had Labkhati	2 Dossiers d'Expropriation	197	la tenue de la commission CAE a été demandé aux autorités locales, Elle a été reportée à plusieurs reprises pour motif d'absence du représentant du Ministère du Finance,
	2 Dossiers d'Occupation Temporaire	215	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°89/2010 du 31/12/2010. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'acquisition des terrains collectifs	89	la demande d'acquisition a été transmise au Ministère de l'Intérieur
Joumaa Shim	1 Dossier d'Expropriation	31	Registre d'observations en cours d'étude. La CAE a été tenue le 15/05/2014.
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	31	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°77/2010 du 31/12/2010. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'acquisition des terrains collectifs	1	la demande d'acquisition a été transmise au Ministère de l'Intérieur
Lahdar	3 Dossiers d'Expropriation	202	La commission CAE a été tenue le : 25/07/2013. Des Séances d'information et de conciliation avec les propriétaires ont été effectuées du 11/02/2014 au 12/02/2014
	3 Dossiers d'Occupation Temporaire	257	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°77/2010 et 85/2010 du 31/12/2010. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
	1 Dossier d'acquisition des terrains collectifs	5	la demande d'acquisition a été transmise au Ministère de l'Intérieur
Lamrasla	1 Dossier d'Expropriation	180	la tenue de la commission CAE a été demandé aux autorités locales, Elle a été reportée à plusieurs reprises pour motif d'absence du représentant du Ministère du Finance,
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	180	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°25/2013 du 07/06/2013. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
Nagga	1 Dossier d'Expropriation	158	La commission CAE a été tenue le : 18/12/2013

	1 Dossier d'Occupation Temporaire	158	En cours de traitement
Ouled Selmane	1 Dossier d'Expropriation	53	La commission CAE a été tenue le : 18/12/2013
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	53	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°17/2008 du 17/03/2008. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
Sbiaat Sidi Ahmed	1 Dossier d'Expropriation	1	En cours de traitement
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	1	En cours de traitement
Sebt Gzoula	1 Dossier d'acquisition des terrains collectifs	2	la demande d'acquisition a été transmise au Ministère de l'Intérieur
	1 Dossier d'Expropriation	70	La commission CAE a été tenue le : 18/12/2013. La Séance d'information et de conciliation avec les propriétaires a été demandée aux autorités locales.
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	70	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°76/2010 du 31/12/2010. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
Sid Aissa	1 Dossier d'Expropriation	50	La commission CAE a été tenue le : 30/05/2013
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	50	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°03/2008 du 14/02/2008. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
Tnine Laghyat	2 Dossiers d'Expropriation	12	La commission CAE a été tenue le : 18/12/2013
	2 Dossiers d'Occupation Temporaire	12	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°01/2008 du 07/02/2008. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.

Province : Youssoufia

Commune	Dossiers établis à ce jour	Nombre de Parcelle	Etat d'avancement des actions entreprises à ce jour
Youssoufia	1 Dossier d'Expropriation	13	La commission CAE a été tenue le : 04/01/2011. La Séance d'information et de conciliation avec les propriétaires a été tenue le 19/04/2014.
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	13	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°02/2008 du 07/02/2008. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.
Jdour	3 Dossiers d'Expropriation	94	En cours de publication du Projet du décret
	3 Dossiers d'Occupation Temporaire	111	Arrêté d'occupation temporaire (AOT) n°18/2010 du 16/06/2010. La CEL sera demandée dès lancement des travaux.

L'état d'avancement des indemnisations est renseigné au niveau des états A2.2 et A3.1. Ces états seront actualisés au fur et à mesure de l'avancement des procédures d'action foncière engagées.

4 CADRE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES :

Les populations bénéficiaires du Projet et potentiellement affectées par ses impacts sociaux, notamment les acquisitions de terrains, sont consultées à de multiples reprises lors des différentes phases de préparation du Projet :

- L'ensemble des parties prenantes sont consultées à l'initiative de l'ONEE dans le cadre de la préparation des documents relatifs aux impacts environnementaux et sociaux du Projet, en cohérence avec les politiques opérationnelles PO 4.01 et 4.12 ;
- Les personnes affectées sont consultées dans le cadre de la procédure d'expropriation, une première fois dans le cadre de l'enquête publique préalable à la publication du décret d'expropriation, une deuxième fois lors de l'enquête administrative, puis une troisième fois dans le cadre des séances de conciliation, au cours desquels chaque personne affectée se voit proposer le montant de la compensation telle que déterminée par la CAE ;
- Les autorités locales et les communautés sont informées et impliquées lors des séances organisées régulièrement avant et tout au long du Projet, par les Équipes de Mobilisation Sociale (EMS), formées à l'approche participative ; ces séances visent à sensibiliser toutes les parties prenantes et faciliter leur participation dans la mise en œuvre du projet et la sauvegarde des investissements, qui revêtent dans leur quasi-totalité un caractère social indéniable.

Les actions de consultation réalisées à ce jour, ou prévues, ainsi que les populations ciblées, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous. Les modalités de ces consultations sont résumées dans les sections suivantes, et détaillées en Annexe C.

TABLEAU 5 –CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE CONSULTATION

Consultation	Population cible	Date
Consultations publiques réalisées par l'ONEE au profit des CR des provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour, dans le cadre de l'élaboration de l'évaluation environnementale et sociale du Projet	Ensemble des parties prenantes	Plusieurs consultations tenues depuis 2009
Consultations réalisées par l'ONEE dans les provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour	Ensemble des parties prenantes	Plusieurs consultations tenues depuis 2009
Rencontres dans le cadre de l'enquête administrative relative au projet de décret d'expropriation pour cause d'utilité publique	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	Plusieurs rencontres tenues en 2013 et 2014
Séances de conciliation au préalable de la publication du décret définitif d'expropriation	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	Plusieurs séances tenues en 2013 et 2014
Diagnostic participatif, premier passage des équipes de mobilisation sociale (EMS) au niveau des douars des 14 CR de Safi, des 3 CR de Youssoufia	Autorités locales et communautés affectées.	1er juillet au 5 août 2013
Diagnostic participatif, premier passage des équipes de mobilisation sociale (EMS) au niveau des douars des 11 CR de Sidi Bennour	Autorités locales et communautés affectées.	10 novembre au 02 décembre 2014
Mobilisation sociale (EMS) – Information et implication des autorités locales	Autorités locales	Prévues dans le cadre de l'action des EMS
Mobilisation sociale (EMS) – Participation des communautés	Communautés affectées	Prévues dans le cadre de l'action des EMS

4.1 CONSULTATIONS REALISEES DANS LA ZONE D'INTERVENTION

Les consultations publiques se sont déroulées lors des ateliers organisés le 15 Juillet 2009 à El Jadida, et le 27 Juillet 2009 à Safi. Cette campagne de consultations publiques a permis d'informer les représentants des populations, les élus communaux et les autorités locales sur les activités du présent projet, de les associer à l'évaluation des impacts sociaux-économiques éventuels du projet et de leur permettre de formuler leurs observations et propositions à ce sujet.

Dans l'ensemble, les personnes présentes lors des consultations (**liste ci-joint en annexe C**) adhèrent au projet et y voient une opportunité d'amélioration de leurs conditions de vie. Ces consultations ont ainsi permis de mesurer l'engagement des populations à :

- assurer les conditions en vigueur pour le développement du projet ;
- céder le passage aux conduites et faciliter la construction des ouvrages du projet et l'accès à ces ouvrages autant que nécessaire ;
- respecter l'environnement après la mise en service du projet notamment en cas de développement de branchements individuels.

Concernant les impacts potentiels du projet, aucun impact potentiellement négatif n'a été cité par les personnes présentes lors des consultations. Les ateliers ont été mis à profit pour sensibiliser les participants sur le besoin potentiel d'occupation temporaire ou d'acquisition de terrains pour certains ouvrages. Les ateliers ont permis également de confirmer la forte demande des populations pour les BI.

Une synthèse des résultats de ces consultations est présentée en Annexe C.

Par ailleurs, il est à noter que lors des enquêtes parcellaires réalisées, les superficies des actifs concernées par l'expropriation ont été identifiées. Lors de ces rencontres avec les populations, les élus et les responsables des communes, la question d'acquisition de terrains et les procédures et recours associés ont été discutées, et les objectifs et bénéfices du projet clarifiés et ce afin qu'elles puissent formuler leurs éventuelles observations et commentaires sur les registres des observations affichés au communes de manière informée. La plupart des résistances rencontrées dans la mise en œuvre de tels projets étant d'expérience, liées plus à un manque d'information qu'au projet ou à l'acquisition proprement dits. Les élus et les responsables des communes concernées ont activement participé à ce début de processus de consultation. C'est au cours de ces rencontres que les populations ont exprimé leur soutien au projet après avoir bien compris l'impact positif du projet sur leur vie en général et sur celle des femmes et des filles en particulier puisque ce sont elles qui, présentement, subissent la corvée de la collecte et du transport de l'eau. Ayant compris que les tailles des terrains à acquérir seront minimales et que les déplacements physiques seront évités et qu'après l'accomplissement des travaux les ayants droits pourront librement utiliser le terrain, les populations, les élus et les responsables n'ont manifesté aucune hostilité à l'encontre du programme d'expropriation.

4.2 CONSULTATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

4.2.1 ENQUETE ADMINISTRATIVE

L'enquête administrative inclut l'enquête publique. Conformément aux dispositions de la loi 7.81 relatives à l'enquête publique, à l'information, à la sensibilisation, à la publicité et l'affichage des actes déclaratifs d'utilité publique (Projets de Décret) chaque acquisition de terrain doit faire l'objet d'une enquête publique au préalable de la publication du projet de décret d'expropriation des terrains. En effet, l'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

- publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;
- déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre

connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir les objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les biens concernés par l'opération.

L'ONEE a engagé un processus de consultation et de concertations publiques complémentaire auprès des responsables et des populations des communes concernées par le projet en date de juillet 2009.

Ce processus continuera tout au long de la durée de vie du projet selon les besoins et selon un programme et des procédures tels que décrits en Annexe B.

Les résultats des observations des ayants-droits consignés dans les registres qui sont dûment signés par les autorités locales sont disponibles après clôture de l'enquête publique et peuvent être consultés.

4.2.2 SEANCES DE CONCILIATION

Les consultations et concertations conduites par les commissions de conciliation prévues dans le cadre de la procédure d'expropriation, portent sur les questions d'expropriation et de compensation. Au cours de ces rencontres, les ayants droits :

- Peuvent exprimer leurs inquiétudes, problèmes et suggestions et recevront les réponses et suggestions y afférentes ;
- Sont informés sur leurs droits et les systèmes de recours mis à leur disposition.

Le tableau suivant présente le calendrier prévisionnel de consultation des ayants-droits.

Le processus de négociation et d'indemnisation des ayants droits est déclenché dès fixation du prix unitaire du mètre carré (ou l'hectare) par la CAE, dont les dates dépendent de la publication effective des PD au BO et aussi de la réactivité des autorités locales pour convoquer les CAE et les CCEL. Néanmoins, les dates clés de ce processus sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau sera mis à jour en fonction de l'évolution du processus d'acquisition au niveau des prochaines versions du présent PAT.

TABLEAU 6 - CALENDRIER DU DÉCLENCHEMENT DU PROCESSUS DE NÉGOCIATION ET D'INDEMNISATION DES AYANTS DROITS (ACTIONS RÉALISÉES ET ACTIONS PROGRAMMÉES :

Province : SIDI BENNOUR

Commune	Nombre de dossiers avec procédures engagées	Séances d'information et d'information et de conciliation tenues avec les ayants droits	Date
Amtal	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	04/12/2014
		Séance d'indemnisation	En cours
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT	11/12/2013
		Séance d'indemnisation	-
Kodiat Bni dghough	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	04/12/2014
		Séance d'indemnisation	
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT	31/07/2012
		Séance d'indemnisation	-
Laaounate	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	24/04/2014
		Séance d'indemnisation	En cours
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT	07/05/2008
		Séance d'indemnisation	-
Tamda	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	04/12/2014
		Séance d'indemnisation	En cours
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	31/07/2012

		Séance d'indemnisation	-
Kridid	2 Dossiers d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	27/03/2014
		Séance d'indemnisation	En cours
	2 Dossiers d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT:	31/12/2012
		Séance d'indemnisation	-

Province : SAFI

Commune	Dossiers établis à ce jour	Séances d'information et d'information et de conciliation tenues avec les ayants droits	Date
Bougadra	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	Du 18 au 21/04/2014
		Séance d'indemnisation	En cours
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	11/10/2013
		Séance d'indemnisation	-
Chahda	2 Dossiers d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	Du 9 au 12/03/2015
		Séance d'indemnisation	
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	11/10/2013
		Séance d'indemnisation	-
Had Labkhati	2 Dossiers d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	Du 23 au 26/02/2015
		Séance d'indemnisation :	En cours
	2 Dossiers d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	14/02/2008
		Séance d'indemnisation :	-
Joumaa Shim	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	31/12/2010
		Séance d'indemnisation	-
Lahdar	3 Dossiers d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	Du 18 au 19/02/2015
		Séance d'indemnisation	-
	3 Dossiers d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	31/12/2010
		Séance d'indemnisation	-
Lamrasla	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	07/06/2013
		Séance d'indemnisation	-
Nagga	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	Du 06 au 09/04/2014
		Séance d'indemnisation	En cours
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	07/02/2008
		Séance d'indemnisation	-
Ouled Selmane	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	17/03/2008
		Séance d'indemnisation	-
Sbiaat Sidi Ahmed	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	-
		Séance d'indemnisation	-
Sebt Gzoula	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	31/12/2010
		Séance d'indemnisation	-

Sid Aissa	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	Du 02 au 5/03/20015
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	14/02/2008
		Séance d'indemnisation	-
Tnine Laghyat	2 Dossiers d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	2 Dossiers d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	07/02/2008
		Séance d'indemnisation	-

Province : Youssoufia

Commune	Dossiers établis à ce jour	Séances d'information et d'information et de conciliation tenues avec les ayants droits	Date
Youssoufia	1 Dossier d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	07/02/2008
		Séance d'indemnisation	-
	1 Dossier d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	16/06/2010
		Séance d'indemnisation	-
Jdour	3 Dossiers d'Expropriation	Séance d'information et de conciliation :	-
		Séance d'indemnisation	-
	3 Dossiers d'Occupation Temporaire	Signature de l'AOT :	16/06/2010
		Séance d'indemnisation	-

4.3 CONSULTATIONS PLANIFIEES DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)

Une équipe de mobilisation sociale (EMS) travaille avec la population, les élus et les responsables régionaux et locaux pour aider à mettre en œuvre le projet d'une façon participative et donc à sensibiliser toutes les parties prenantes et faciliter leur participation dans la mise en œuvre du projet et la sauvegarde des investissements, qui revêtent dans leur quasi-totalité un caractère social indéniable.

En effet, dans le cadre des marchés d'Assistance Technique d'Appui à la Mise en Œuvre contractée par l'ONEE pour accompagner la mise en œuvre de ses projets d'extension de la desserte en AEP dans le rural, une méthodologie d'approche participative a été développée. Cette méthodologie s'appuie sur trois phases :

- **L'information et l'implication des autorités locales**, à travers
 - (1) L'information des autorités provinciales et les Communes Rurales à propos du programme prioritaire ; et
 - (2) L'implication des CR au moyen de conventions et d'accords conclus avec l'ONEE, les communes rurales s'engagent à mettre à disposition les fonds requis ; et
- **La mobilisation sociale et participation des communautés** (3) : au cours de cette phase, les EMS effectuent trois tâches critiques : elles informent et consultent les communautés et vérifient la nature de leurs demandes; elles effectuent le diagnostic social participatif des communautés, et elles constituent les structures des communautés nécessitées par le projet. Cette phase d'accompagnement des communautés est essentielle au succès et à la durabilité du projet.

Chacune de ces phases implique au moins un passage de l'EMS dans chacun des douars concernés. En résumé, La consultation et l'information des ayants droits, leur élus et des responsables concernées par le biais de mécanismes participatifs appropriés tant sur le projet que sur le programme d'expropriation, combinée à la nature purement sociale du projet ne peut qu'augmenter les chances de l'appropriation du

projet par la population bénéficiaires, et, de ce fait, contribuera à diminuer les risques de conflits et d'opposition au projet par la population.

A noter que l'ONEE a déjà organisé une série d'actions d'information et de consultations des populations locales dans les communes rurales ciblées relevant des Provinces de Safi, Sidi Bennour et Youssoufia :

- Une 1^{ère} mission des EMS a été effectuée du 1er juillet au 5 août 2013. Cette mission a concerné 183 douars faisant partie des CR de El Gourani, Lamrsala, Bouguedra et Chahda dans la Province de Safi ; Les douars étudiés, lors du diagnostic participatif, cumulent une population de 51 700 habitants formant 9 690 foyers et 11 268 ménages.
- Une 2^{ème} mission des EMS a été effectuée du 23 octobre au 24 novembre 2013. Cette mission a concerné 114 douars des CR de Sidi Ettiji, Labkhati et Dar Sidi Aissa dans la province de Safi. Les douars étudiés lors de ce diagnostic participatif, cumulent une population de 33 228 habitants soit 6562 foyers et 7798 ménages.
- Une 3^{ème} mission des EMS a été effectuée du 22 janvier au 14 mars 2014. Cette mission a concerné 170 douars des CR de Jdour, Ighoud, Jnane Bouih (province de Youssoufia) et Lahdar, Tlet Sidi Aissa (province de Safi). Le diagnostic participatif a recensé une population de 54 561 habitants soit 10 347 foyers et 12 596 ménages.
- Une 4^{ème} mission des EMS a été effectuée du 10 novembre au 02 décembre 2014. Cette mission a concerné 55 douars des CR de Jabria, M'Tal, Khmis Ksiba et Oulad Boussaken (province de Sidi Bennour). Le diagnostic participatif a recensé une population de 27 190 habitants soit 6 053 foyers et 7 254 ménages.
- Une 5^{ème} mission des EMS a été effectuée du 10 décembre 2014 au 20 janvier 2015 : Cette mission a concerné 189 douars des 7 CR restantes de Sidi Bennour à savoir Tamda, Oulad Amrane, Laagagcha, Koudiat Bni Dgough, Kridid, Bouhmame et Laatatra. Le diagnostic participatif a recensé une population totale de 58922 habitants soit 12349 foyers et 14304 ménages.

La séquence détaillée de ces interventions est présentée en **Annexe C**.

5 ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS POUR L'EXECUTION DU PAT

La mise en œuvre du programme d'expropriation et de compensation est essentiellement la responsabilité de l'ONEE, à travers sa direction juridique, les communes concernées et les séances de conciliation. L'intervention de l'ONEE pour le compte des communes s'effectue sur la base de contrats de gestion déléguée signés avec les Communes et approuvés par le Ministère de l'Intérieur conformément aux dispositions de la Charte Communale et de la loi relative à la gestion déléguée.

Les contrats de gestion déléguée fixent principalement le mode de gestion et de recouvrement des coûts par l'ONEE, la composition et le rôle du comité de pilotage et les clauses classiques de durée et de prise d'effet de la convention, et parfois le régime des biens, à savoirs les biens de retour et les biens de reprise.

Pour les projets destinés à d'Alimentation en Eau Potable du monde rural, en plus du contrat de gestion déléguée, une convention de financement est signée par l'ONEE et la Commune concernée, définissant la consistance des investissements, le montage financier ainsi que des dispositions relatives aux acquisitions des terrains nécessaires à la réalisation des ouvrages et installation d'AEP faisant partie des investissements projetés.

5.1 RESPONSABILITES

5.1.1 RESPONSABILITE DE LA COMMUNE

La commune est responsable des acquisitions de terrain nécessaires aux ouvrages de distribution (de proximité) notamment les réseaux de desserte et les bornes fontaines (BF). Les communes opèrent en étroite collaboration avec les services techniques et juridiques de l'ONEE, qui leur fournissent gracieusement les tracés en plan des conduites jusqu'à la BF. Il appartient à la commune de procéder aux acquisitions de terrains. L'ONEE se refuse à se substituer à la commune dans cette tâche, dont la mise en œuvre contribue à démontrer l'intérêt de la commune pour le service dont elle a formellement fait la demande à travers une convention de gestion déléguée. Néanmoins la commune est tenue d'informer et de fournir à l'ONEE la documentation relative au processus d'acquisition des terrains.

5.1.2 LES SEANCES DE CONCILIATION

Les séances de conciliation organisées, en coordination avec l'autorité locale, permettent à l'ONEE d'informer les ayants droits des prix unitaires fixés par les commissions d'expertise et du montant des indemnisations à l'amiable. Les personnes ayant acceptés les prix proposés seront assistés par les représentants de l'ONEE et l'autorité locale dans la préparation de leurs papiers de propriété.

5.1.3 RESPONSABILITE DE L'ONEE

Pour les projets d'alimentation en eau potable rurale, la convention de financement stipule que les acquisitions de terrain nécessaires aux ouvrages de production, à savoir les adductions, les réservoirs, les stations de pompage et autres ouvrage connexes faisant partie du système du transport sont à la charge de l'ONEE. L'ONEE doit s'assurer que les acquisitions des terrains soient exécutées conformément aux modalités de la politique de sauvegarde P.O. 4.12 de la Banque Mondiale et les dispositions de la réglementation nationale et que leur avancement soit consigné et documenté régulièrement au niveau du PAT (cf. tableaux en annexe).

La responsabilité de l'ONEE s'étend également, pour les acquisitions à la charge des communes, de leur demander en vue de les documenter, un suivi régulier de l'état d'avancement des acquisitions des terrains dont elles ont la responsabilité. A ce niveau, l'ONEE est tenu de vérifier auprès de communes concernées, et avant le commencement des travaux, la mise à disposition des terrains requis, dûment justifiée et documenté.

C'est la Direction Juridique qui est chargée de la supervision et du suivi des opérations de déplacement, de compensation, de recours et de résolution des conflits. Cette direction a une liaison fonctionnelle avec les départements techniques et administratifs et de ce fait assure les relations extérieures avec les administrations, la population, les avocats, les tribunaux et autres instances concernées.

La mission de cette direction est définie comme suit: planifier et superviser (i) les opérations d'acquisitions des terrains nécessaires pour l'exécution du projet, (ii) le suivi des procédures d'expropriation et de la libération des emprises d'une façon générale, et (iii) la programmation et la gestion des affaires juridiques et contentieuses.

D'une façon plus détaillée les attributions de cette direction dans le cadre de ce projet sont :

- L'identification en collaboration avec les services techniques de l'ONEE et les communes des activités foncières à réaliser pour la mise en œuvre du programme d'expropriation et de compensation
- La réalisation des recherches foncières auprès des organismes habilités en vue de bien cerner la situation juridique et foncière des terrains concernés par le programme d'expropriation et de compensation;
- La planification et la réalisation des opérations de régularisation foncière nécessaires;
- L'élaboration des formalités nécessaires à l'apurement foncier : préparer les dossiers d'expropriation des parcelles pour la commission de conciliation, (CC) participer aux travaux de la CC, procéder à l'enregistrement, aux paiements et aux suivis des dossiers d'expropriation;
- Le suivi des dossiers judiciaires d'expropriation, en cas de procédure judiciaire, e;
- L'enregistrement auprès des recettes des finances;
- L'accomplissement des formalités d'immatriculation auprès de la conservation foncière; et
- La gestion du patrimoine foncier (fiche de suivi, actualisation, etc.).

En tout, le personnel de l'ONEE affecté au suivi et la gestion des activités foncières (volet administratif et contentieux) se résume comme suit:

- Direction régionale (DR2 et DRC) : Service des affaires juridiques et foncières (3 agents)
- Direction centrale : Direction des Affaires Juridiques (DAJ) (3 agents pendant les phases administrative et contentieuse)
- Direction centrale : Direction du Patrimoine et de l'Administration (DPA), Service de traitement des doléances et des requêtes d'ayant droit

Sur le terrain, ce personnel est assisté par les services techniques à la demande et selon les besoins.

5.2 ETAPES D'EXECUTION

La procédure d'expropriation de terrains privés suivie par l'ONEE et ses étages chronologiques sont résumées dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 7 - PROCESSUS D'EXPROPRIATION: ETAPES ET RESPONSABILITÉ

Étapes	Responsabilité au sein de l'ONEE
Consultations publiques	Direction de la généralisation de l'Eau Potable (DEP) — Directions des Affaires Juridiques (DAJ)
Identification des sites potentiels nécessaires à la réalisation des ouvrages	DEP-DTI-DRC
Choix des sites et recensement de la population affectée	DEP-DTI-DRC
Préparation des dossiers techniques parcellaires	DR2 – DRC – DTI-DEP
Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service technique	DR2 - DRC
Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation	DR2 - DRC
Suivi des étapes d'approbation e de publication des DD	DAJ
Indemnisation et immatriculation des propriétés acquises au nom de l'ONEE	DR2-DRC
Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des enquêtes de prise de possession et transfert de propriété, mise à disposition des fonds requis et promulgation du décret d'expropriation	DAJ
Prise de possession de la propriété	DAJ et autorités locales concernées
Suivi des dossiers en cours d'instruction	DAJ

6 MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES

Les terrains requis pour le Projet seront acquis dans un cadre juridique clair, avec un accord volontaire de la population locale, de même le projet est amené à avoir des impacts sociaux positifs pour cette population. Par ailleurs, l'ONEE a initié, via l'assistance technique et les équipes de mobilisation sociale, un processus d'information et de consultation des parties prenantes afin de détecter et traiter tout début de mécontentement ou conflits.

De plus dans le cadre de la loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire l'expropriation, il est prévu des mécanismes de recours administratifs et juridiques, le cas échéant.

Pour améliorer davantage le système de traitement des plaintes, en relation avec les acquisitions des terrains, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées. Des états de reporting sont édités de manière régulière pour matérialiser le traitement alloué à chaque requête enregistrée. Les éventuels états concernant le projet pourront être consultés.

6.1 RECOURS A L'AMIABLE

Après avoir organisé les consultations publiques et accomplis toutes les formalités réglementaires prévues par la loi d'expropriation, des plaintes peuvent parvenir à l'ONEE, formulées par des requérantes et transmises directement par ces derniers ou par le biais des autorités locales, ou autres instances de l'Etat de leur choix. Ces plaintes sont acheminées vers les services régionaux chargés des activités foncières à l'Office pour les examiner et les traiter. Les plaintes sont ainsi examinées et les réponses sont transmises aux requérants les informant des mesures prises par l'Office ou envisagées d'entreprendre pour satisfaire leurs doléances.

Aussi, et pour améliorer davantage le système de traitement des plaintes, en relation avec les acquisitions des terrains, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées. Des états de « reporting » sont rédigés de manière régulière pour matérialiser le traitement alloué à chaque requête enregistrée. Les éventuels états sont accessibles par les ayants droits pour consultation.

6.2 RECOURS PAR VOIE DE JUSTICE

Le recours par voie de justice, contre l'expropriation ou pour toute autre raison, peut s'exercer par les personnes et entités affectées, dans les cas suivants :

- la contestation de l'utilité publique du Projet justifiant l'expropriation des terrains ou non acceptation de la procédure appliquée;
- voie de fait en cas de prise de possession des terrains sans accord amiable conclus avec les expropriés ou une décision de juge d'expropriation au préalable;
- refus du prix unitaire retenu ou du montant de la compensation (Le jugement de transfert de propriété, rendu après une procédure écrite, peut faire l'objet d'un appel ayant pour seul objet la revue de l'indemnité, dans un délai de trente jours à compter de sa notification).

A cet effet, Il est important de rappeler qu'au titre d'un effort propre, L'ONEE a pris sur lui de prendre en charge les frais de recours entrepris par les ayants droits. Cette initiative, non requise par la législation marocaine, rend la procédure de recours socialement équitable et parfaitement en ligne avec les exigences de la PO 4.12.

En conclusion, l'ONEE ne s'attend pas à faire face à un nombre élevé de recours en justice pour les raisons suivantes :

- Les terrains requis pour le projet seront acquis dans un cadre juridique clair, avec un accord volontaire de la population locale;

- Le projet est amené à avoir des impacts sociaux positifs pour cette population;
- L'ONEE a initié, via l'assistance technique et les équipes de mobilisation sociale, un processus d'information et de consultation des parties prenantes afin de détecter et traiter tout début de mécontentement ou conflits;
- Dans le cadre de la loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire l'expropriation, il est prévu des mécanismes de recours à l'amiable libres, participatifs et sans frais financiers; et
- Les prix unitaires utilisés pour la fixation à l'amiable des indemnisations sont basés sur les prix de marché et son déterminés d'une façon participative et négociée.

7 BUDGET, CALENDRIER ET MODALITES DE SUIVI

7.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE TERRAINS

Le financement des coûts générés par le processus d'acquisition des terrains est pris en charge par le budget d'investissement propre de l'ONEE.

En fonction de l'état d'avancement des projets, une provision budgétaire est allouée annuellement aux acquisitions des terrains dont 95% est dédié aux indemnités d'expropriation et de l'occupation temporaire.

Les frais de fonctionnement générés par la gestion des dossiers d'expropriation, notamment les frais judiciaires, les frais d'immatriculation et d'enregistrement, les honoraires de prestataires de service externes (avocats, notaires)...etc. représentent 10% de l'enveloppe globale, mobilisée annuellement par l'ONEE pour l'indemnisation des expropriations.

Le coût des indemnités des terrains expropriés sont calculés sur la base des prix unitaires arrêtés par les Commissions Administratives d'Expertise CAE. Le montant estimé d'indemnisation globale pour l'actif exproprié est de l'ordre de : **28 616 700,00 DH**. A ce coût s'ajoutent :

- Le coût des indemnités relatives aux dégâts occasionnés, éventuellement, par les travaux. A ce stade du projet, les dégâts, qui seront générés par la réalisation des travaux ne sont pas recensés, cependant, leur coût peut être estimé à 6% du montant des indemnisations des terrains soit : **1 717 002,00 DH** ;
- Les frais engagés par L'ONEE pendant la phase contentieuse de l'expropriation: Dans le cas où toutes les tentatives d'acquisition à l'amiable des terrains seront épuisées; le montant global des indemnités, non régularisées à l'amiable sera consigné à la CDG après publication du décret d'expropriation¹³. Ce montant correspond à une indemnité prévisionnelle, qui peut être revue à la hausse suite au verdict final du juge d'expropriation. Ces frais sont estimés à 1500,00 DH par dossier¹⁴ (un dossier correspond à une parcelle de terrain exproprié). Pour le projet d'AEP de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour, le montant des frais générés par le contentieux sont donc de l'ordre de : **3 064 195,00 DH** ;
- D'autres frais engagés par L'ONEE pour la procédure d'indemnisation (Phase administrative et judiciaire), dans le cadre du processus de concrétisation des acquisitions et de transfert de propriété, auprès des services des impôts (enregistrement des actes contractuels) et la conservation foncière (immatriculation des actes de transfert de propriété, droits de morcellement, frais des certificats foncières)...etc. Ces frais peuvent être estimés à 4% du montant des indemnisations des terrains soit : **1 144 668,00 DH**

Ainsi, le coût global estimé pour les acquisitions des terrains nécessaires au projet d'AEP de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour (non compris le coût des ressources internes de l'ONEE) est de l'ordre de **39 896 662,58 DH**. Le budget estimatif est résumé dans le tableau ci-dessous. Ce budget sera constamment révisé et mis à jour à fur et à mesure que les informations deviennent plus précises.

* Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE

¹⁴ A cet effet, un budget annuel est mobilisé par l'ONEE pour couvrir tous les frais générés par les actions en justice menées par ce dernier notamment : (i) les frais judiciaires relatifs à l'introduction en justice des requêtes de prise de possession et de transferts de propriété ainsi que les frais de recours, (ii) les frais des avocats désignés par l'Office pour suivre les requêtes précitées, et (iii) les frais des expertises demandées, éventuellement par les juges d'expropriation.

TABLEAU 8 - BUDGET ESTIMATIF DU PROGRAMME D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION (EN DH)

Activités	Coût global par activité
Indemnités des terrains à exproprier	28 616 700,00
<i>Frais occasionnés par les travaux</i>	1 717 002,00
<i>Frais de recours et de contentieux</i>	3 064 195,00
<i>Frais d'enregistrement et d'impôts</i>	1 144 668,00
<i>Frais de fonctionnement</i>	3 454 256,50
<i>Imprévus (5%)</i>	1 899 841,08
Total	39 896 662,58
Total arrondi	40 000 000,00

Source: ONEE, Janvier 2015

7.2 PLAN PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION

Les opérations d'expropriation et de compensation ont été lancées depuis le démarrage du programme.

TABLEAU 9 - PLAN D'EXÉCUTION DU PROGRAMME D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION

Étapes	Lieu	Responsabilité	date
Consultations publiques	Toutes les communes rurales concernées	DEP	2009
Identification des sites potentiels nécessaires à la réalisation des ouvrages	Toutes les communes rurales concernées	DEP-DTI-DRC	2009 - 2010
Choix des sites et recensement de la population affectée	Toutes les communes rurales concernées	DEP-DTI-DRC	2011-2013
Préparation des dossiers techniques parcellaires	Toutes les communes rurales concernées	DR2 - DRC	2013-2014
Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service technique et lancement des négociations	Toutes les communes rurales concernées	DR2 - DRC et commission de conciliation	2014
Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation	Toutes les communes rurales concernées	DR2 - DRC et commission de conciliation	2014
Suivi des étapes d'approbation et de publication des DD	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Processus continu
Indemnisation et immatriculation des propriétés acquises au nom de l'ONEE	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Processus continu
Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des enquêtes de prise de possession et transfert de propriété, mise à disposition des fonds requis et promulgation du décret d'expropriation	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Au cas par cas
Prise de possession de la propriété	Toutes les communes rurales concernées	DAJ et autorités locales	Au cas par cas
Suivi des dossiers en cours d'instruction	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Au cas par cas

7.3 MODALITES DE SUIVI

A travers l'analyse de l'état d'avancement des activités du PAT, la Direction Juridique de l'ONEE (DAJ) assure un suivi et une évaluation systématiques opérés à quatre (4) niveaux :

- **Niveau 1** : Au moment de la budgétisation de la rubrique expropriation et occupation temporaire : vérifier et s'assurer que le budget alloués aux acquisitions des terrains nécessaires au projet sont planifiés
- **Niveau 2** : Au moment de lancement des appels d'offre pour la réalisation des travaux : s'assurer que toutes les procédures d'action foncière destinées à la mobilisation des terrains sont engagées par l'ONEE et par la commune chacun en ce qui le concerne. Ceci doit être documenté et récapitulé au niveau de l'état n°2 du PAT
- **Niveau 3** : Au moment de démarrages des travaux de réalisation : les Ordres de Services ne sont établis que si le processus d'indemnisation décrit au paragraphe 3.2 est engagé, documenté et renseigné par parcelle expropriée au niveau des états n°A2.2 et A3.2 du PAT, aussi bien pour les dégâts causés au cours des occupations temporaires (arbres et cultures) que pour la compensation des terrains expropriés. L'indemnisation des dégâts occasionnés par l'occupation temporaire des parcelles affectées se fera après un état des lieux et l'évaluation des dégâts en présence des autorités locales. Le processus d'indemnisation des personnes affectées doit être finalisé et documenté au préalable du démarrage des travaux sur les parcelles concernées.
- **Niveau 4** : Avant la mise en services des installations : la prise de possession de tous les terrains expropriés est effective soit de manière amiable (l'indemnité étant versée aux ayants droit dûment justifié aussi bien, par l'ONEE que par la commune en ce qui le concerne) ou consigné à la CDG en vue d'une prise de possession par voie de justice (les documents justificatifs à l'appui).

L'avancement des acquisitions de terrain et de la compensation des ayants droit sera reflété et consigné dans les états suivants :

- Les états A1.1 et A1.2, relatifs aux dossiers parcellaires (recensement des terrains à acquérir et des populations affectées par l'acquisition des terrains).
- Les états A2 à A6 relatifs aux procédures d'expropriation et d'occupation temporaire ainsi qu'aux indemnisations des parcelles expropriées des dégâts occasionnés par le Projet, permettront d'effectuer le suivi régulier de l'avancement des procédures. Il concernera principalement le suivi du processus d'identification des personnes affectés et de leur d'indemnisation. Ces informations seront consignées au niveau de l'état A2.2 (pour l'indemnisation des terrains) et A3.2 (pour l'indemnisation des dégâts).

Le suivi des acquisitions sera effectué et consigné dans des versions actualisées de ces états, par les gestionnaires des acquisitions de terrain de l'Office. Ces états seront renseignés, et seront disponibles en cas de besoins pour toute consultation. En particulier, le suivi des procédures d'expropriation et d'occupation temporaire, faisant état des personnes affectés et des dégâts à indemniser (états A2 et A3), sera transmis régulièrement à la Banque Mondiale, dans le cadre des rapports semestriels d'avancement et autant de fois que demandé par la Banque mondiale pour la tenir informée des principales évolutions.

TABLEAU 10 - LISTE DES ÉTATS MATÉRIALISANT L'AVANCEMENT DES ACQUISITIONS DES TERRAINS EN FONCTION DES PHASES CLÉS DES PROJETS

N° de l'Etat	Objet	Responsable	Observations
A1.1	Inventaire des dossiers techniques parcellaires établis dans le cadre des études topographique pour engager les procédures d'actions foncières.	DEP - DTI DR2 - DRC	Dossiers parcellaires disponibles
A1.2	Etat récapitulatif de la liste des parcelles contenues dans chaque dossier précisant les personnes affectées et les superficies à exproprier.	DEP - DTI DR2 - DRC	Etats récapitulatifs disponibles
A2.1	Etat d'avancement de la procédure administrative d'expropriation et d'occupation temporaire.	DR2 - DRC	Voir état ci joint
A2.2	Etat d'avancement de l'indemnisation de personnes affectées	DR2 DAJ (Station Traitement)	Voir état ci joint
A3.1	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire des terrains de particulier	DR2	Voir état ci joint
A3.2	Etat d'avancement de l'indemnisation des ayants droit pour les parcelles présentant des dégâts à compenser.	DR2 – DAJ (Station Traitement)	Voir état ci joint
A4	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'acquisition des terrains collectifs.	DR2	Voir état ci joint
A5	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire soumise à redevance	DR2	Voir état ci joint
A6	Etat d'avancement des procédures d'incorporation du Domaine Privé de l'Etat.	DR2	Voir état ci joint

ANNEXE A1.1 - LISTE DES DOSSIERS TECHNIQUES
PARCELLAIRES ETABLIS PAR LES SERVICES TECHNIQUES
SUITE AUX ETUDES TOPOGRAPHIQUES ET PARCELLAIRES
REALISEES PAR L'IGT.

ANNEXE A1.2 - LISTE RECAPITULATIVE DES PARCELLES
CONTENANT DANS CHAQUE DOSSIER PARCELLAIRE
MENTIONNANT LES PERSONNES AFFECTEES ET LES
SUPERFICIES A EXPROPRIER.

ANNEXE B - REGIME FONCIER ET STATUT DES TERRES

REGIMES FONCIERS

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

- A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU¹⁵, et constitués par :
 - a. Le domaine Public de l'Etat et des collectivités publiques,
 - b. Le domaine Privé de l'Etat et des collectivités publiques.
 - c. Le domaine Forestier.
- B. Les régimes non domaniaux constitués par :
 - a. les biens Habous, (1% de la SAU),
 - b. les terres Collectives, (17% de la SAU),
 - c. les terres Guichs, (3% de la SAU),
 - d. les biens relevant de la propriété privée (ou Melk) représentant 76% de la SAU et qui se divisent eux-mêmes en moukia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière.

REGIMES DOMANIAUX

La domanialité publique et la domanialité privée constituent les deux composantes de la propriété publique. Elle est constituée par l'ensemble des biens et droit mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat (administration et collectivités locales)

DOMAINE PUBLIC

Le domaine public de l'Etat comprend toute les parties du territoire et tous les ouvrages, biens immobiliers naturels (rivage de mer, zone désertique, eau sous toutes ses formes) ou artificiels (voies, canaux, ports, etc.) qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée et dont l'usage est public. Il est régit par des règles spéciales qui lui sont applicables en matière d'affectation, d'inaliénabilité, d'insaisissabilité, d'imprescriptibilité et de modes d'utilisation.

DOMAINE PRIVE¹⁶

En principe, tous les biens que possèdent l'Etat ou les collectivités et qui ne sont affectés ni à l'usage direct du public, ni à un service public, font partie du domaine privé.

De plus, les biens qui, quoique affectés à un service public, n'ont cependant reçu aucun aménagement spécial et ne sont pas essentiels pour le fonctionnement de ce service, font partie du domaine privé.

En absence d'une affectation publique, le domaine privé échappe aux règles rigoureuses de la domanialité publique, il est donc aliénable et prescriptible. Toutefois, son régime juridique est constitué par de nombreuses règles spécifiques en matière d'acquisition des biens qui le composent, de leur délimitation ou de leur gestion.

DOMAINE FORESTIER¹⁰

En vue d'assurer la préservation, la protection et le développement de ce patrimoine national, le législateur a consacré le principe de la domanialité des forêts et des formations assimilées (domaine privé

¹⁵ SAU : Surface Agricole Utile estimée à 9. 2 Millions d'hectares

¹⁶ Art 5 du dahir du 1 juillet 1914

de l'Etat), en se basant sur le principe de la présomption, et de leur inaliénabilité à l'exception des trois formes de transactions foncières prévues par la réglementation.

La gestion du domaine forestier est confiée à l'administration des eaux et forêts (Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification).

LES REGIMES NON DOMANIAUX

BIENS HABOUS

Les biens Habous sont des biens immeubles immobilisés par le fondateur musulman et dont la jouissance profite aux catégories des bénéficiaires qu'il désigne.

Les biens Habous présentent deux caractéristiques principales: la perpétuité et l'insaisissabilité. Ils sont cependant aliénables et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TERRES COLLECTIVES

Ce sont des terres de culture et de parcours appartenant à des groupements ethniques (tribus, factions, douars et autres groupements) au sein desquels les droits de chacun, ne sont pas déterminés. Elles sont placées sous le régime *du dahir du 27 Avril 1919*, organisant la tutelle administrative sur les collectivités ethniques. De ce fait, les terres collectives sont sous la tutelle du ministère de l'intérieur assisté d'un conseil de tutelle.

Ces terres sont en principe inaliénables, insaisissables et imprescriptibles, cependant, le principe de l'inaliénabilité a été tempéré par *le dahir du 6 février 1963* qui prévoit la possibilité pour l'Etat, les communes, les établissements publics d'acquérir un bien collectif soit par voie d'expropriation, soit par voie amiable dans le cas où la collectivité et le conseil de tutelle sont d'accord sur le principe et les conditions de l'aliénation.

TERRES GUICH

Ce sont des terres dont la jouissance a été accordée à certaines tribus dites Guich, en contrepartie des services militaires rendus. Il n'existe aucun texte législatif particulier régissant les terres Guich. Seules deux circulaires du grand vizir¹⁷ font ressortir le caractère d'inaliénabilité des terres Guich.

Ces terrains sont gérés par les tribus bénéficiaires sous la tutelle du ministère de l'intérieur et peuvent comme pour les terres collectives, faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE (MELK)

Le *Melk* est le statut prédominant au Maroc. Les terres *Melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance.

Les terrains privés sont aliénables, saisissables, prescriptibles et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La constitution marocaine garantissant le droit de propriété ; il ne peut être procédé à l'expropriation du Melk que dans les cas et dans les formes prévues par la loi.

¹⁷ Circulaires du grand vizir du 1er novembre 1912 et celle du 19 Février 1944

PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

La procédure nationale marocaine d'expropriation suit deux phases:

- Une phase administrative, parfaitement maîtrisée par l'expropriant et qui peut être suivie ou pas d'une phase judiciaire ;
- Une phase judiciaire, exécutée sous le contrôle de l'autorité judiciaire, dont le déclenchement requiert des formalités d'approbation et de publication des actes de cessibilité (Décrets Définitifs d'expropriation DD) par les hautes instances de l'Etat¹⁸.

PHASE ADMINISTRATIVE

Cette phase est déclenchée suite à la déclaration de l'utilité publique du projet et la désignation des biens à exproprier. Elle renferme des formalités rigoureuses dont l'accomplissement est nécessaire, voire obligatoire pour le déclenchement de la phase judiciaire. Cette phase comporte **8 étapes successives**:

ETAPE 1 : DÉCLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visés par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens.

La détermination des biens visés par l'expropriation dans la déclaration d'utilité publique permet d'éviter de passer par un acte de cessibilité et accélère l'aboutissement de la procédure.

La définition avec précision des travaux ou opérations prévus sur les biens expropriés est fondamental, car toute modification de l'utilisation des biens soumis à expropriation exige une nouvelle déclaration d'utilité publique.

L'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

- publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;
- déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Dès la publication de l'acte déclaratif, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant : les biens désignés par l'acte déclaratif d'utilité publique sont frappés d'une servitude générale qui s'oppose à toute modification de l'état des lieux¹⁹.

C'est pourquoi, la durée maximale des effets de la déclaration d'utilité publique²⁰, fixée par la loi est de deux (2) ans. Si dans ce délai le transfert de propriété n'est pas conclu soit à l'amiable, soit demandé au juge par l'Expropriant, toute la procédure d'expropriation est à reprendre.

ETAPE 2 : ENQUETE ADMINISTRATIVE

¹⁸ Art. 1 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

¹⁹ Art. 15 de la loi 7-81

²⁰ Art 7 de la loi 7-81

L'enquête administrative s'ouvre par la publication du PDE au BO. Elle donne lieu à l'ouverture d'un registre des observations, ouvert au siège de la commune du lieu concerné, tenu, paraphé et clôturé par le Président du conseil communal après écoulement de deux mois d'affichage.

La loi 7-81, à travers cette procédure d'enquête publique, donne aux propriétaires et aux ayants droit ce délai de deux mois, pour faire connaître, en le mentionnant sur le registre d'observations précité, tous les fermiers, locataires et autres détenteurs de droits réels sur les immeubles expropriés, faute de quoi « *ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer* ».

Au-delà de ce délai, et surtout quand il s'agit d'un immeuble non immatriculé, les droits des tiers non déclarés sont déchus et toute réclamation devient irrecevable²¹, sauf à se prévaloir de la possibilité d'une intervention volontaire devant le tribunal administratif, au moment de l'instruction de la requête de transfert de propriété

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir les objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les immeubles concernés par l'opération.

Egalement, au cours de cette enquête, l'expropriant est tenu de déposer le PDE accompagné d'un plan parcellaire représentant les parcelles de terrain touchées par l'expropriation :

- au greffier du tribunal administratif (TA) concerné pour l'inscription des biens expropriés non immatriculés sur le registre spécial.
- à la conservation foncière (CF) concernée pour son inscription sur les titres fonciers (pour les biens immatriculés) ou sur le registre des oppositions (pour les biens en cours d'immatriculation).

Au vu de ce dépôt, le conservateur de la propriété foncière est tenu de délivrer à l'expropriant un certificat attestant que la mention du projet d'acte a été inscrite sur les titres fonciers ou sur le registre des oppositions. Du même un certificat attestant cette inscription est remis par le greffier à l'expropriant pour les immeubles non immatriculés.

ETAPE 3 : OCCUPATION TEMPORAIRE DES TERRAINS DANS LE CADRE DE L'EXPROPRIATION

Cette étape préliminaire à la prise de possession des terrains, par expropriation ou par autre procédure est engagée en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour l'utilité publique et à l'occupation temporaire²². Elle est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droit concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans.

La phase de prise de possession temporaire des terrains est destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux.²³ En contrepartie, l'ayant droit perçoit une indemnisation sur les dégâts occasionnés, éventuellement, par ces travaux.

ETAPE 4 : DETERMINATION DU CONTENU INDEMNISABLE

Pour les terrains à acquérir, l'indemnité relative à la valeur vénale du terrain exproprié est déterminée sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé. Elle est versée au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des particuliers et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guichs ou Habous.

²¹ Art. 26 de la loi 7-81

²² Art. 50 de la loi N° 7-81

²³ Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels, ainsi que les pertes de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

ETAPE 5 : EVALUATION DES ACTIFS AFFECTES

L'évaluation des éléments d'actifs affectés est faite par une Commission Administrative d'Evaluation (CAE), conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations²². Elle se compose des membres permanents suivants :

- Représentants des autorités locales des provinces concernées,
- Présidents des communes concernées,
- Représentant du service de l'enregistrement de la Direction régionale des impôts,
- Représentants des Directions régionales des domaines,
- Représentants de l'administration expropriante.

Il peut y siéger au besoin, les membres suivants :

- les représentants de certains services déconcentrés de l'Etat (Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Equipement, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction de l'Urbanisme, etc.),
- le représentant des autorités traditionnelles.

La négociation du montant des indemnisations, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) se fait dans le cadre de cette commission. Ce montant est fixé sur la base des prix en cours sur le marché dans la région.

Les critères d'évaluations prévus par la loi invitent les parties concernées à adopter une estimation écartant toute spéculation : seul le dommage actuel et certain est pris en considération, y compris la plus-value et la moins-value résultant de « l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée ».

ETAPE 6 : ACCORD AMIABLE

La procédure d'expropriation prévoit la possibilité de passer un accord à l'amiable entre le propriétaire et l'autorité expropriante, lorsqu'il y a accord sur l'indemnité.

Cet accord est sanctionné par la signature d'un Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable passé devant l'autorité locale et déposé à la conservation foncière pour le transfert de propriété, suite à quoi, l'expropriant s'acquitte l'intégralité de l'indemnité convenue au profit des ayants droit.

ETAPE 7 : ACTE DE CESSIBILITE

L'acte de cessibilité ou Décret Définitif d'expropriation (DD), qui correspond au PDE ayant servi à la Déclaration d'utilité publique, est établi par l'expropriant et soumis à l'approbation du chef de gouvernement sur proposition du ministre concerné (ou la tutelle de l'Administration expropriante) après le visa du ministre de l'Intérieur.

L'acte de cessibilité, doit être pris dans un délai de deux ans après la publication de la déclaration d'utilité publique dont il prolonge ainsi les effets. S'il n'est pas pris dans ce délai, l'acte déclaratif d'utilité publique devient caduc.

ETAPE 8 : CONSIGNATION DES INDEMNITES A LA CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (CDG)

Les montants des indemnités fixés par la commission CAE au cours de la phase administrative, s'ils ne sont pas perçus directement par les expropriés dans le cadre d'un accord amiable, sont déposés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) par l'expropriant.

Ce dépôt est érigé en une obligation d'ordre public, non passible d'aucune atténuation ou dérogation. De par son caractère contraignant et obligatoire, l'acte de consignation n'est pas une simple opération de provision d'une créance mais il est assimilé à une « réquisition volontaire des fonds » de l'autorité expropriante auprès de la CDG.

Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

PHASE JUDICIAIRE

La phase contentieuse requiert l'approbation et la publication préalable de l'acte de cessibilité, le Décret Définitif d'expropriation (DD) (cf. paragraphe 7.1.1.7).

Ainsi, dès publication du DD et consignation des indemnités non réglées à l'amiable à la CDG, des requêtes de prise de possession (PP) et de transfert de propriété (TP) sont déposés au tribunal Administratif pour les parcelles n'ayant pas fait l'objet d'accords à l'amiable.

Elle se déroule en quatre étapes successives : la prise de possession, le transfert de propriété, la fixation de l'indemnité et la déconsignation des indemnités au profit des ayant droits.

ETAPE 1 : PRISE DE POSSESSION PRONONCEE PAR LE JUGE

Le juge prononce la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire²⁴ fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative.

En effet, le juge ne peut refuser l'autorisation de prise de possession des terrains que pour cause de nullité de la procédure, qui ne peut intervenir que si :

- l'utilité publique du projet n'est pas reconnue ;
- il décèle une irrégularité formelle dans la procédure (Phase Administrative) engagée par l'expropriant.

Ainsi, l'ordonnance de prise de possession est conditionnée par la stricte conformité aux formalités en question.

La loi 7-81 prévoit que les travaux sur terrains expropriés peuvent être entamés dès la décision du juge de prise de possession.

ETAPE 2 : FIXATION DE L'INDEMNITE DE COMPENSATION PAR LE JUGE

L'autorité judiciaire, chargée de l'évaluation de l'indemnité, peut maintenir l'indemnité prévisionnelle proposée par l'expropriant dans le cadre de la tentative d'accord à l'amiable, comme indemnité prévisionnelle.

Cependant, les expropriés peuvent contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente.

ETAPE 3 : TRANSFERT DE PROPRIETE

²⁴ Art.24 de la loi 7-81

Le transfert de propriété est l'étape finale de l'expropriation. Elle peut être prononcée par le juge dans des délais courts en absence de toute opposition. Cependant, elle est plus longue quand l'exproprié et/ou l'expropriant ne se sont pas mis d'accord sur le montant des indemnités compensatoires ou si le bien exproprié est entaché d'oppositions par des tiers consigné au niveau du registre d'observation pendant l'enquête administrative.

ETAPE 4 : DECONSIGNATION DES INDEMNITES AU PROFIT DES AYANT DROITS

Chaque fois qu'un jugement définitif de Transfert de propriété est prononcé et les formalités requises de publicité et d'affichage sont effectuées, une main levée sur l'indemnité consigné est délivrée aux ayants droits.

ANNEXE C – SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS RÉALISÉES

INTRODUCTION

Les consultations publiques se sont déroulées lors des ateliers organisés le 15 Juillet 2009 à El Jadida, le 23 Juillet 2009 à Nador et le 27 Juillet 2009 à Safi pour le projet des Adductions Régionales d’Alimentation en Eau Potable, dit « BIRD II ».

Cette campagne de consultations publiques a permis d’informer les représentants des populations et les acteurs concernés sur les activités du présent projet, de les associer à l’évaluation des impacts sociaux-économiques éventuels du projet et de leur permettre de formuler leurs observations et propositions à ce sujet.

Dans l’ensemble, les personnes présentes lors des consultations (**liste ci-joint**) adhèrent au projet et y voient une opportunité d’amélioration de leurs conditions de vie. Ces consultations ont ainsi permis de mesurer l’engagement des populations à :

- assurer les conditions en vigueur pour le développement du projet ;
- céder le passage aux conduites et faciliter la construction des ouvrages du projet et l’accès à ces ouvrages autant que nécessaire ;
- respecter l’environnement après la mise en service du projet notamment en cas de développement de branchements individuels.

Concernant les impacts potentiels du projet, aucun impact potentiellement négatif n’a été cité par les personnes présentes lors des consultations. Les ateliers ont été mis à profit pour sensibiliser les participants sur le besoin potentiel d’occupation temporaire ou d’acquisition permanente de terrains pour certains ouvrages. Les ateliers ont permis également de confirmer la forte demande des populations pour les BI.

CONSULTATIONS RÉALISÉES RELATIVES A LA ZONE D’INTERVENTION

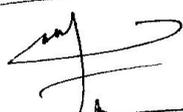
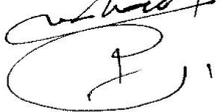
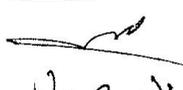
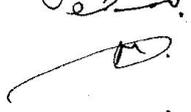
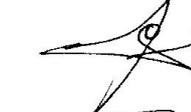
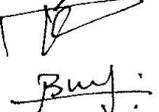
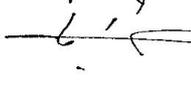
Ce projet représente la 2ème tranche d’un grand projet dont la 1ère tranche est en phase de réalisation depuis plusieurs années, pour étendre l’accès à l’eau potable dans les communes voisines de celles concernées par le projet, selon des modalités similaires, auxquels les populations sont désormais familiarisées. Plusieurs zones de cette 2ème tranche ont déjà partiellement été équipées dans le cadre de la tranche précédente. Leurs populations ont par conséquent déjà bénéficié de campagnes de sensibilisation menées par l’assistance technique mise en place par l’ONEE dans le cadre de la 1^{ère} tranche.

L’intervention des équipes de mobilisation sociale implique de nombreuses consultations publiques des populations concernées. Les résultats de ces consultations publiques sont consignés dans des rapports qui sont disponibles pour consultation. La méthodologie d’intervention des équipes de mobilisation sociale est présentée dans le chapitre suivant. Elle est le résultat de près de dix ans d’expérience.

Egalement, et conformément aux dispositions de la loi 7.81 relatives à l’enquête publique, la publicité et l’affichage des actes déclaratifs d’utilité publique (Projets de Décret) sont effectués auprès des communes concernées par le projet. Ces actes identifient de manière claire les personnes affectés et les superficies de leurs actifs concerné par l’expropriation afin qu’ils puissent formuler leurs observations et commentaires sur les registres des observations affichés au communes à cet effet.

Les résultats des formalités d’affichage des Projets de Décret, en l’occurrence les registres des observations dûment signés par les autorités locales après clôture de l’enquête publique seront annexés au Plan d’Acquisition des Terrains. Ce PAT sera revu par la Banque mondiale et la versions ayant reçu l’approbation formelle de la Banque mondiale sera publiée sur le site de l’ONEE et sur le site Infoshop de la Banque mondiale.

ANNEXE : Liste des présents à la journée d'information du 15 Juillet 2009 à El Jadida

التوقيع	الصفة	الجماعة	الاسم الكامل
	قائد اولاد عمرات	-	أحمد المصودي
	مستشار	زفر بجامعة في تاليم	الجيلالي حسن الدين
	رئيس	جمعية كريمة ل	عبد السلام بشاري
		المجتمعية الادريسية	محمد المخاوي
		موسى كريمة	يوسف كرام
		رئيس جمعية	نزيه
	رئيس لجنة الترقية	محمد	والمراد بلع
	الهدى والهاكينة	فناكس	التجاني نجيب
		الهدى	محمد سعيد
	رئيس جمعية ابار	مستشار	حسن ماطر
	السجاني للتصنيع العمودية	الكاتب العام بجماعة كريمة	احمد بوحوي
	قائد ابراهيم	رئيس الجمعية الخيرية للتصنيع والرياحات	حبيبي حسن
	مكتب الوطني للماء	العناكسة	عبد الحكيم حيد
	العالم للشرب - الرباط	العناكسة	محمد السجاني
	رئيس مصلحة الدراسات	-	الطربوي حسن
	مكتب الوطني للماء	-	الحضر مبارك
	الصالح للشرب - الرباط	-	
	رئيس قسم الدراسات	-	

التوقيع	الصفة	الاسم الكامل
4	مديرية التعميم الرياض بالمكتب الوطني للماء والصحة للشرب	علي - أزولدي
Junay	خبيب البنك الروابي	خليل أنوار
علي	فوقه التسيير الاجتماعي	عصام بندق وها
علي	رئيس لجنة التسيير	محمد اللوزي
علي	تقني في مادة كبريت بنين دعونغ	عبد الله المراتي
علي	تقني المواد كبريت	محمد السعدي
علي	رئيس لجنة كبريت	مهندي ببيع
علي	المكتب الوطني للماء والصحة للشرب الجريد	محمد حقيق

ANNEXE : Liste des présents à la journée d'information du 27 Juillet 2009 à Safi

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
ولاية جهة دكالة عبدة
اقليم أسفي
دائرة عبدة

ورقة الحضور

اجتماع يوم 2009/07/27
المتعلق بتزويد العالم القروي بالماء الشروب

التوقيع	الصفة	الاسم الكامل
	قائد فريق كورس	محمد أمال
	مهندس CNEP / SAFI	محمد البوفوف
	CNEP / Kourouk	محمد الحشمي
	ماتت عام ولا يوجد على	احمد لامعي
	رئيس مصلحة الدراسات المكتب الوطني للماء الشروب	الطربوي حسن
	خير العلاقات الدولية	أنوار خليلد
	رئيس لجنة التنسيق	اللوزي محمد
	لجنة التنسيق	عصام بندقري
	مهندسة المكتبة الوطنية للماء الصالح الشروب بأسفي	زروال كريمه
	رئيس جماعة حد لبحاقي	حار بيريض
	صنعتار بلبخاتي	المرزوقي طيب
	مستشار	مسعود بومرورج
	رئيس اللجنة الوطنية للماء الشروب	الحشمي حيا
	رئيس جامعة لصابع	محمد تاشفين

METHODOLOGIE D'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)

Dans le cadre des marchés d'Assistance Technique d'Appui à la Mise en Œuvre contractée par l'ONEE pour accompagner la mise en œuvre de ses projets d'extension de la desserte en AEP dans le rural, une méthodologie d'approche participative a été développée. Cette méthodologie s'appuie sur les trois phases suivantes. Chacune de ces phases implique au moins un passage de l'EMS dans chacun des douars concernés, selon la séquence suivante.

Phase 1. Information et implication des autorités locales

Au cours de cette phase, l'ONEE va mener de front deux types d'activités : la première consistera à informer les autorités locales (provinces et communes rurales - CR) et à obtenir leur implication, et la seconde consistera en études techniques.

Etape 1 : Consultation des autorités locales et des représentants élus. Ici, l'ONEE informe les autorités provinciales et les Communes Rurales à propos du programme prioritaire. Plus précisément, les points suivants sont expliqués : (a) proposition de choix des sous-projets ; (b) méthodologie de la participation des communautés ; (c) conséquences financières et opérationnelles du choix du réseau d'approvisionnement (BF ou BI) ; et (d) contribution financière de chaque partie aux coûts de construction.

Etape 2 : Information et implication des Communes Rurales. Au moyen de conventions et d'accords conclus avec l'ONEE, les communes rurales s'engagent à mettre à disposition les fonds requis. Idéalement, la Commune Rurale désignera un technicien qui aidera l'Equipe de Mobilisation Sociale (EMS) lors des contacts initiaux et de la mobilisation de la population. A ce stade du projet, on pourra commencer à expliquer aux représentants de la commune rurale les grandes lignes de l'approche participative.

Les études techniques détaillées qui seront présentées aux communes et aux autorités locales devront aussi indiquer s'il y aura des impacts sur l'environnement, des occupations temporaires ou des acquisitions de terrains et, si c'est le cas, les mesures correctives prévues.

Phase 2. Mobilisation sociale et participation des communautés

Au cours de cette phase, les EMS abordent la totalité de leur travail dans les villages. Cette phase est critique, car il s'agit d'obtenir la confiance et la coopération des communautés. Avant le début de leur travail, les EMS devront disposer des informations nécessaires à la compréhension des aspects techniques des sous-projets proposés. Ces informations leur permettront aussi de recentrer le diagnostic participatif. Au cours de cette phase, les EMS effectuent trois tâches critiques : elles informent et consultent les communautés et vérifient la nature de leurs demandes; elles effectuent le diagnostic social participatif des communautés, et elles constituent les structures des communautés nécessitées par le projet. Cette phase d'accompagnement des communautés est essentielle au succès et à la durabilité du projet.

Etape 1 : Information des communautés. Les EMS commencent à informer et à mobiliser les communautés. Pour réaliser ce travail, elles devront rendre aux communautés une ou plusieurs visites, selon leur degré d'information antérieure et d'autres facteurs. Au cours de cette phase, les EMS informent la population sur les points suivants : conditions à remplir pour bénéficier du projet ; choix techniques et opérationnels, dont le choix entre des BF et des BI ; justification de la recherche d'une approche participative et conditions nécessaires à l'adduction d'eau du douar ; et contributions financières demandées aux utilisateurs si ces derniers souhaitent des BI. Il conviendra de préciser aux ménages que les couts forfaitaires du branchement individuel seront applicables pendant toute la durée des travaux et que les ménages demandant un branchement ultérieurement se le verront facturer sur la base d'un devis aux couts réels.

L'investissement de l'ONEE étant dimensionné pour desservir les communautés en BI, la desserte par BI est à l'avantage de l'ONEE, du point de vue objectif de développement et rentabilité de l'investissement. La demande des communautés est également très importante et grandissante pour les BI. Des options de

financement et de mode de gestion sont proposées afin de permettre le développement des BI à des conditions permettant à l'ONEE de ne pas mettre en péril son équilibre financier. Ces solutions étant nouvelles, il est très important que la présentation de ces solutions par les EMS soient parfaitement maîtrisées et distinguent clairement les contributions attendues des communautés et des ménages bénéficiaires pour chacun des options de gestion. Il est également essentiel que le mode de gestion soit décidé et validé par toutes les parties prenantes avant le démarrage des travaux. C'est l'objectif du diagnostic participatif.

Etape 2. Diagnostic participatif des communautés et choix du niveau de service.

Le diagnostic est réalisé dans le but de définir une assise socioéconomique précise à la réalisation du projet et de commencer à explorer les meilleures méthodes de gestion des réseaux d'eau. Le diagnostic socio-économique contient:

- (a) une étude de plateforme socioéconomique, qui sera utilisée pour le Suivi et l'Evaluation (S & E) du projet. Les informations à recueillir pourraient comprendre : (i) le nombre de ménages possédant ou non un accès à l'eau et à l'assainissement ; (ii) un inventaire des ménages et de leurs caractéristiques (patriarcats, matriarcats, veuves) ; (iii) le type d'habitat : construction en dur, terre cuite, autres ; (iv) une typologie du tissu résidentiel des villages : concentré ou dispersé ; (v) les autres sources d'eau disponibles et leur cartographie ; (vi) le partage des rôles au sein des ménages, la répartition des tâches, le temps consacré à l'approvisionnement en eau ; (vii) le coût de l'approvisionnement en eau ; (viii) les pratiques et l'infrastructure en matière d'hygiène et d'assainissement ; et (ix) la collecte de statistiques sur les maladies véhiculées par l'eau.
- (b) un diagnostic des formes actuelles d'organisation sociale et de la cohésion sociale (existence et types). Cela permettra aux EMS d'explorer le potentiel des divers modèles d'organisation et de gestion du réseau d'adduction d'eau et de celui de traitement des effluents. Cela permettra aussi d'identifier les organisations existantes et leur contribution possible à la mobilisation sociale et à la gestion des réseaux de distribution d'eau.
- (c) une évaluation faite au niveau des communautés de leur richesse ou de leur pauvreté relatives, ainsi que de leur propension à payer les différents choix techniques qui leur sont proposés.

De façon très concrète, ce diagnostic participatif correspond à une première visite des EMS dans les douars du projet, pour discuter avec toutes les parties prenantes. Elles consistent en :

- Information des élus, des populations concernées et de leur représentants, sur la consistance du projet d'AEP, l'origine et la qualité de l'eau et son coût, la portée du projet en matière d'objectifs à atteindre, la date prévisionnelle de démarrage des travaux, la durée prévue pour la mise en œuvre des divers lots, le mode de desserte retenu en première phase (les BF), l'évolution de cette desserte vers des réseaux avec des BI en fonction des souhaits et du degré d'acceptabilité par les ménages et les conditions d'accès, les différents mode de gestion qu'on peut proposer aux populations, les conditions d'accès (engagements pour la participation financière des ménages) et de consommation (engagements sur la participation aux coûts de l'eau) ;
- Analyse de la faisabilité du montage du projet en fonction des spécificités démographiques et socio-économiques : cadre administratif, caractéristiques démographiques, flux migratoires, degré de scolarisation et taux d'alphabétisation, rôles et tâches des femmes, inventaire des organisations professionnelles et associatives, accès, infrastructures sociales et économiques, topographie, typologie de l'habitat, ressources en eau actuellement exploitées (infrastructures hydrauliques existantes y compris les SAEP utilisés ou hors service), modes d'approvisionnement en eau, infrastructures traditionnelles d'assainissement existantes, activités économiques et salariales, volonté et capacité de participer financièrement au projet, état de la collecte au cas où l'ONEE aurait déjà entrepris des campagnes de sensibilisation dans ce sens, via les DP et les AM, etc.
- Analyse de la spécificité de chaque douar à visiter : taux d'adhésion au projet d'AEP proposé, niveaux de consommation de l'eau aux futures BF, nombre de BF souhaitées et désignation consensuelle des emplacements des BF, en rapport avec les problèmes de gestion future soit par des gardiens-gérants (GG), soit par des associations d'usagers de l'eau (AUE), soit par une microentreprise, perspectives des BI

- Sensibilisation des populations sur la nécessité de mobiliser rapidement les participations financières d'un nombre significatif de ménages, avant le lancement des AO et le démarrage des travaux, au plus tard.
- Sensibilisation des populations sur le déroulement des procédures techniques et administratives pour l'acquisition des terrains où seront posées des conduites de production et implantés les ouvrages d'art (étapes à suivre et délais)

Le diagnostic participatif fait l'objet d'un rapport détaillé de l'EMS à l'ONEE décrivant de manière objective et concrète les discussions et principaux points abordés lors de la discussion et les problèmes et obstacles à prendre en compte dans les étapes suivantes. Le rapport comprend également des reportages photographiques et ses tableaux en annexe, cartes sociales et de proximité avec report des emplacements souhaités par la population pour les BF prévues et les BF demandées en plus, liste des ménages, liste des comités de représentants des populations et autre information méritant d'être mentionnée.

A la suite de ce diagnostic, l'EMS peut :

- (a) vérifier la demande de la communauté relativement au projet ;
- (b) identifier les potentialités locales (hommes et femmes, jeunes et personnes âgées) pouvant contribuer à la réalisation du projet ;
- (c) évaluer la faisabilité potentielle de divers modèles de gestion ;
- (d) faire des recommandations quant au système d'adduction d'eau (BF ou BI), en fonction de la situation et des préférences locales, ainsi que de critères techniques ;
- (e) aider la communauté à choisir le niveau de service désiré (pour la gestion de l'eau et celle des effluents).

Après que la communauté se soit prononcée quant au type d'adduction qu'elle souhaite (BF ou BI), l'EMS devra informer la Commune des résultats du diagnostic et du choix de la communauté. L'ONEE conclura alors un contrat avec la commune rurale, concernant la contribution financière de 15% devant être payée par la commune. De plus, les communautés commenceront à collecter leur contribution aux investissements.

Étape 3. Choix et constitution des structures de gestion de la communauté. Ce cycle du projet suit ici deux cheminements différents, selon que la communauté se soit prononcée en faveur des BF ou des BI. Mais ces deux cheminements ont en commun les étapes suivantes :

- (a) choix par la communauté du modèle de gestion ;
- (b) constitution de l'unité de gestion au niveau de la communauté si c'est approprié ;
- (c) accord écrit du comité de la communauté, confirmant son engagement envers le projet; et
- (d) consolidation et évaluation des impacts, ainsi que S & E.

Les stades de cette phase d'organisation de la communauté peuvent être résumés comme suit :

Bornes fontaines	Branchements individuels ¹²
1. Choix de la localisation des bornes fontaines conformément aux critères fixés. ¹³	1. Discussions avec la communauté à propos des conditions d'accès aux BI ¹⁴

¹² Le travail des EMS auprès des communautés sera plus intense dans le cas des branchements individuels.

¹³ **Critères de l'emplacement des BF** : une colonne pour une zone de 500 mètres dans le cas d'une population groupée ; une colonne pour 300 habitants en moyenne ; une colonne pour 100 à 150 habitants au moins pour une zone d'un km en cas d'habitat dispersé ; l'emplacement doit être accessible pour tous les utilisateurs.

¹⁴ **Critères régissant les raccordements individuels** : consensus de la communauté en faveur des BI (au moins 70% des ménages demandent ce niveau de service) : financement de 100% par les utilisateurs ; nécessité d'avoir au préalable constitué une association ou un autre organe de gestion destiné à gérer le système et à traiter avec l'ONEE ; mesures adéquates dans la gestion des effluents ou engagement à avoir mis en place de telles mesures au cours du projet ; création du réseau de distribution pour les raccordements conformément au plan technique proposé par l'ONEE.

2. Accord de la communauté et faisabilité technique concernant les emplacements des BF	2. Etudes techniques et choix d'une option pour le traitement des effluents, en même temps que l'étude du réseau de distribution.
3. Identification des modèles possibles pour la gestion du réseau d'eau et prestations d'enseignement. Achèvement de la collecte de la première tranche de la contribution de la communauté aux coûts d'investissement.	3. Choix du modèle de gestion, après des explications fournies par l'EMS quant aux conditions à remplir et aux responsabilités requises par les diverses possibilités. L'EMS dispense alors les formations techniques, si nécessaire.
4. Conclusion des contrats entre l'ONEE et les gestionnaires de la communauté.	4. Lancement par l'association de la période de financement et, si les travaux le nécessitent, mesures visant à l'acquisition de terrains.
5. Formation à l'hygiène concernant la gestion des approvisionnements en eau et celle des effluents.	5. Conclusion des contrats de gestion avec l'association appropriée.
6. Transfert de la gestion des BF aux gestionnaires et à la communauté, une fois que les contributions finales au coût d'investissements auront été reçues par le projet.	6. AT pour la création du système/réseau de traitement des effluents et d'assainissement
7. Suivi régulier du système de gestion et consolidation des structures de gestion ; suivi des questions de santé, d'hygiène et d'assainissement.	7. S'il existe des associations de gestion, suivi de celles-ci et soutien à leur fonctionnement, S & E de la gestion ainsi que des impacts environnementaux et sociaux.

Le rôle des EMS est d'une importance particulière : elles assistent les communautés et les aident à choisir la structure de gestion qui sera la plus appropriée. Une telle tâche est relativement simple dans le cas des bornes fontaines, mais, dans le cas de BI et de la maintenance du réseau de distribution, il faudra plus d'assistance et de consensus au sein des communautés. Les fonctions des EMS consistent, entre autres, à :

- (a) expliquer aux communautés les aspects législatifs de chaque modèle de gestion (opérateur de colonne montante, association d'utilisateurs de l'eau, coopérative, opérateur privé, etc.) ;
- (b) expliquer le rôle des autres parties prenantes (les communes rurales et l'ONEE) ;
- (c) démontrer le rôle et les avantages de chaque modèle de gestion, compte tenu des besoins et des caractéristiques des communautés ;
- (d) expliquer les rôles et obligations des intervenants de tel ou tel modèle de gestion ;
- (e) assister les communautés qui constituent des associations de gestion et leur fournir des formations ;
- (f) aider les communautés à intégrer les femmes lors des phases de préparation et de création des associations de gestion ; et
- (g) mettre à la disposition des membres d'une association de gestion les documents nécessaires à la bonne marche de celle-ci : modèles de statuts et de tenue des assemblées, textes législatifs régissant les microentreprises, droits et devoirs des associations, copies de conventions passées entre les communautés, les communes rurales et l'ONEE, etc.

Les EMS continuent à travailler au sein des communautés jusqu'à ce que le modèle de gestion choisi fonctionne, puis, pendant les deux années suivantes, à continuer à assurer un soutien de suivi, à l'aide de visites occasionnelles. Ces structures de gestion peuvent concerner plus qu'un seul douar ; mais, pour éviter tout conflit, il faut que tous les ménages soient d'accord quant au modèle choisi. Les modalités du modèle de gestion retenu doivent comprendre des mesures destinées à garantir une représentation adéquate des intérêts des femmes.

Les EMS conservent un dossier contenant les informations nécessaires à l'ONEE et, par suite, à la signature des contrats.

Le suivi est aussi participatif que possible et se fait avec l'aide des EMS. Il contient, outre les indicateurs de résultat, les indicateurs d'impact social caractéristiques de la communauté. Il est suggéré que dès le début du diagnostic social, l'EMS sélectionne un petit échantillon permettant de mesurer les impacts. Cet échantillon devra être assez hétérogène pour refléter l'ensemble de la communauté. Il permettra d'effectuer un suivi de l'évolution du bien-être et de la qualité de vie des communautés (taux de scolarisation, alphabétisation des femmes, hausse du niveau de revenu, nouvelles activités économiques, régression des maladies véhiculées par l'eau et de la mortalité des enfants en bas âge, etc.).

L'Accompagnement de l'EMS et des équipes de l'assistance technique se poursuit durant toute la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la mise en service. Ainsi l'AT intervient également :

- Dans le suivi de l'état de la collecte des contributions des communes et des ménages ;
- L'implantation des BF avec les entreprises et les populations + prise en compte des demandes pour des BF supplémentaires, à condition que les exigences sociales (fondées sur la demande), techniques et financières le permettent ;
- La mise en service industriel du système ;
- Aide à la désignation consensuelle des gardiens gérants (GG) pour les bornes fontaines
- Formation des GG aux relations entre l'eau, l'assainissement et la santé.
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène, le stockage de l'eau à domicile, la propreté aux abords des BF ;
- La bonne gestion des BFs ;

L'EMS mène également pour le compte de et en collaboration étroite avec l'ONEE des interventions pour :

- Régler les problèmes d'opposition (tronçons de conduites, BF, brise-charges, ouvrages d'art, etc.)
- Régler les litiges découlant des problèmes d'expropriation qui sont traités avec lenteur (en collaboration avec les topographes et les services juridiques de l'ONEE, les AL, les AM et DP et l'AT)
- Analyse des demandes tardives de BF supplémentaires (aspects sociaux, techniques et financiers)
- Décision à prendre dans le cas où le projet rentre en « concurrence » avec des systèmes d'AEP existants, exploités ou non. Idem pour des douars bénéficiant de BF installées en dehors de l'ONEE (CR, bienfaiteurs, projets des OMVA, OCP, etc.)
- En cas de très fortes demandes de dessertes par BI dans des douars bien structurés (et si le projet prévoit la mise en œuvre de ce volet) : criblages technique, social et environnemental.

ACTIVITES CONDUITES PAR L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS) A SAFI, YOUSOUFIA ET SIDI BENNOUR

A la demande de l'Agence Mixte de Safi, le sociologue de l'AT a fourni une note de cadrage destiné aux chefs d'animation et aux animateurs. Cette note a pour objectif de rendre compréhensibles les messages transmis aux bénéficiaires sur les projets d'AEPR (populations rurales) et concerne : les acteurs du projet, la consistance du projet, les atouts du projet, la stratégie de mise en œuvre du projet, les conditions d'accès au service du projet, les modalités de gestion offertes, le prix de l'eau, l'hygiène et exploitation du service, les possibilités offertes pour l'accès au service BI.

- Une 1^{ère} mission des EMS a été effectuée du 1er juillet au 5 août 2013 :

Cette mission a concerné 183 douars faisant partie des CR de El Gourani, Lamrsala, Bouguedra et Chahda dans la Province de Safi.

Les populations étudiées cumulent une population de 51 700 habitants formant 9 690 foyers et 11 268 ménages. Les points d'approvisionnement en eau concernent essentiellement les matfias auxquelles s'ajoutent les BF fonctionnelles des chefs-lieux et les BF de quelques villages, les SAEP, les puits privés et collectifs. Les populations recourent le plus souvent à l'usage de citernes.

97% des foyers sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées composé d'une latrine avec siphon et rejet dans un puits perdu. Les points d'eau exploités ne sont traités que dans environ 8% des cas alors que l'eau stockée est souvent traitée à l'eau de javel.

Les PV consensuels d'implantation des BF établis de façon participative et validés avec les AL et avec chacune des CR concernées cumulent un total de 249 BF dont 63 propositions d'ajout et 3 propositions de déplacement.

Le taux d'acceptabilité du projet en cours est très élevé dans environ 98% des cas. Le projet revêt un caractère urgent dans 97% des cas alors que seulement 7% des villages sollicitent un accès direct au service BI.

- Une 2^{ème} mission des EMS a été effectuée du 23 octobre au 24 novembre 2013 :

Cette mission a concerné 114 douars des CR de Sidi Ettiji, Labkhati et Dar Sidi Aissa dans la province de Safi.

Les douars étudiés cumulent une population de 33 228 habitants soit 6562 foyers et 7798 ménages. Les points d'approvisionnement en eau concernent essentiellement les matffias aussi bien privées que collectives. Les villageois exploitent aussi les canaux d'irrigation, les BF fonctionnelles des chefs-lieux ou de quelques villages ayant déjà bénéficié du service d'AEPR, les systèmes d'AEP, puits et forages privés ou collectifs. L'EMS a recensé 79 puits et forages collectifs dans la CR Dar Sidi Aissa d'une profondeur de 82 à 86 m. Ces puits sont pérennes dans 70% des cas. Parmi les 114 villages visités 34 douars ont des puits et des forages d'une profondeur de 111 à 129 m. Dans la CR de Labkhati on dénombre des forages de 80 à 150 m, 14 châteaux d'eau, 16 BF et 282 BI.

97% des foyers sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées. Les eaux grises sont évacuées devant les maisons (86% des cas), dans la cour (25% des cas) ou dans le puits perdu (26% des cas).

Les PV consensuels d'implantation des BF établis de façon participative avec les populations locales cumulent 134 BF dont 14 propositions d'ajout et 3 propositions de déplacement.

- Une 3^{ème} mission des EMS a été effectuée du 22 janvier au 14 mars 2014 :

Cette mission a concerné 170 douars des CR de Jdour, Ighoud, Jnane Bouih (province de Youssoufia) et Lahdar, Tlet Sidi Aissa (province de Safi).

Le diagnostic participatif a recensé une population de 54 561 habitants soit 10 347 foyers et 12 596 ménages. Dans 16 douars, les habitants exploitent les eaux des canaux d'irrigation du périmètre de Doukkala. La qualité de l'eau est déclarée mauvaise. Dans 16% des douars visités, on a recensé 461 puits et forages privés. 73 puits et forages collectifs sont exploités dans 41 douars. La qualité de l'eau est déclarée bonne dans 69% des cas pour les points d'eau privés et dans 75% des cas pour les points d'eau collectifs. 21 BF sont exploitées dans 19 douars à une distance moyenne de 3 km.

Les SAEP existants sont exploités dans 22 localités et sont fonctionnels dans 45% des cas et comprennent 20 châteaux, 22 BF et 2 BI. La qualité de l'eau est déclarée bonne dans 64 % des cas.

95% des foyers ont un système d'évacuation des eaux usées, soit sous forme de latrine simple (23%), de latrine avec siphon vers un puits perdu (77%). Les eaux grises sont évacuées devant les habitations (99%), dans la cour intérieure (41%) ou dans un puits perdu (4%).

Les EMS ont établi des PV consensuels d'implantation des BF dans 5 CR étudiées. Ces PV validés concernent 290 BF dont 37 propositions d'ajout.

Le diagnostic participatif a montré que le projet revêt un caractère très urgent dans 84% des cas. Les populations rurales ont exprimé leur volonté de bénéficier d'un accès direct au service BI dans 45% des cas.

- Une 4^{ème} mission des EMS a été effectuée du 10 novembre au 02 décembre 2014 :

Cette mission a concerné 55 douars des CR de Jabria, M'Tal, Khmis Ksiba et Oulad Boussaken (province de Sidi Bennour).

Le diagnostic participatif a recensé une population totale de 27190 habitants soit 6053 foyers et 7254 ménages. Plusieurs localités rurales sont dotées d'un ou deux systèmes d'AEP utilisés pour satisfaire leurs

besoins domestiques et assurer l'abreuvement de leurs cheptels. Les canaux d'irrigation constituent aussi une ressource en eau alternative très importante auxquels s'ajoutent les puits et forages privés et collectifs. Ainsi 73% des douars visités exploitent un total de 259 puits ou des forages privés alors que 45 puits et forages collectifs sont exploités dans 12 douars.

Les SAEP existants sont exploités dans 38 localités et sont fonctionnels dans 92% des cas et comprennent 40 châteaux, 40 BF et plus de 1000 BI. La qualité des eaux est déclarée bonne dans 53%.

95% des foyers sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées souvent sous forme d'une latrine avec siphon aboutissant dans un puits filtrant.

Les EMS ont établi des PV consensuels d'implantations des BF dans CR étudiées. Ces PV validés cumulent un total de 76 BF dont 17 propositions d'ajout.

Le projet revêt un caractère très urgent dans seulement 24% des cas en raison de l'abondance des SAEP. Le diagnostic mené a montré que 85% des localités visitées sont explicitement favorables au projet. Le pourcentage des villages qui ont exprimé leur volonté de bénéficier d'un accès direct au service des BI est de 31%.

- Une 5^{ème} mission des EMS a été effectuée du 10 décembre 2014 au 20 janvier 2015:

Cette mission a concerné 189 douars des 7 CR restantes de Sidi Bennour à savoir : Tamda, Oulad Amrane, Laagagcha, Koudiat Bni Dgough, Kridid, Bouhmame et Laatatra.

Le diagnostic participatif a recensé une population totale de 58922 habitants soit 12349 foyers et 14304 ménages.

Plusieurs localités rurales (74%) sont dotées d'un ou deux systèmes d'AEP utilisés pour satisfaire leurs besoins domestiques et assurer l'abreuvement de leurs cheptels. 23% des douars visités exploitent un total de 621 puits ou des forages privés alors que 24 puits et forages collectifs sont exploités dans 23 douars.

Les SAEP existants dans 139 localités sont fonctionnels dans 87% des cas et comprennent 139 châteaux, 40 BF et plus de 7478 BI. La qualité de l'eau est déclarée bonne dans 68%. 98% des foyers sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées souvent sous forme d'une latrine avec siphon aboutissant dans un puits filtrant.

Les EMS ont établi des PV consensuels d'implantations des BF dans les CR étudiées. Ces PV validés cumulent un total de 135 BF dont 07 propositions d'ajout.

Le projet revêt un caractère très urgent dans seulement 41% des cas en raison de l'abondance des SAEP. Le diagnostic mené a montré que 71% des localités visitées sont explicitement favorables au projet. Le pourcentage des villages qui ont exprimé leur volonté de bénéficier d'un accès direct au service des BI serait de l'ordre de 21%.